



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LA BANQUE CIBC ANNONCE SES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2007

FAITS SAILLANTS

- **Résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ de 2,34 \$**
- **Rendement des capitaux propres de 28,3 %**
- **Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse)¹ de 59,4 %**
- **Ratio des fonds propres de première catégorie de 9,7 %**
- **Hausse des dividendes sur actions ordinaires de 10 cents à 87 cents par trimestre**

(Toronto, Ontario – le 30 août 2007) – La **Banque CIBC** (CM aux Bourses de Toronto et de New York) a annoncé un bénéfice net de 835 M\$ pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2007, en hausse par rapport à 662 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat dilué par action a atteint 2,31 \$, une progression comparativement à 1,86 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ a atteint 2,34 \$, une augmentation par rapport à 1,87 \$ l'exercice précédent.

Pour le troisième trimestre, le rendement des capitaux propres s'est établi à 28,3 %, une hausse en regard de 27,2 % au trimestre correspondant de 2006.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC s'est établi à 9,7 % au 31 juillet 2007.

Le résultat dilué par action de 2,31 \$ et le résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ de 2,34 \$ du troisième trimestre de 2007 ont été majorés des éléments suivants :

- une reprise nette de 75 M\$ (70 M\$ après impôts ou 0,21 \$ l'action) sur les provisions pour les questions judiciaires;
- un montant de 77 M\$ (50 M\$ après impôts ou 0,15 \$ l'action) en raison de l'incidence de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché des dérivés de crédit adossés aux prêts aux entreprises;
- un recouvrement d'impôts de 48 M\$ (0,14 \$ l'action) par suite de la résolution favorable d'une vérification fiscale de Marchés mondiaux CIBC;
- les gains supérieurs à la normale générés par Services de banque d'affaires.

Le résultat dilué par action de 2,31 \$ et le résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ de 2,34 \$ du troisième trimestre de 2007 ont été minorés des éléments suivants :

- un montant de 290 M\$ (190 M\$ après impôts, ou 0,56 \$ l'action), qui tient compte des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché, déduction faite des gains sur les couvertures connexes, des titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés) et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, qui sont offerts par le segment de produits de crédit structurés de la Banque CIBC;
- une prime de 16 M\$ (16 M\$ après impôts, ou 0,05 \$ l'action) versée aux rachats d'actions privilégiées.

Au troisième trimestre de 2007, le bénéfice net, le résultat dilué par action et le résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ de la Banque CIBC étaient en hausse par rapport au bénéfice net de 807 M\$, au résultat dilué par action de 2,27 \$ et au résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ de 2,29 \$ du trimestre précédent, ce qui englobait plusieurs éléments d'importance qui, regroupés, représentaient une augmentation du bénéfice de 0,34 \$ l'action.

La Banque CIBC n'a pas encore terminé le processus d'évaluation à la valeur du marché pour la fin du mois d'août en ce qui a trait à ses TAC flux groupés et à ses titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation ainsi que les couvertures connexes. Cependant, selon les cours représentatifs des courtiers en valeurs mobilières et les indices ABX de remplacement, les réductions de l'évaluation à la valeur du marché sont d'environ 90 M\$ (60 M\$ après impôts) pour le mois jusqu'à présent.

1) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Le point sur les priorités d'entreprise

Vigueur de l'entreprise

«Le maintien et le rehaussement de la vigueur de nos activités essentielles est notre grande priorité», mentionne Gerald T. McCaughey, président et chef de la direction.

Marchés de détail CIBC a enregistré des revenus de 2 259 M\$, une augmentation en regard de 2 189 M\$ au trimestre précédent et de 2 038 M\$ par rapport à la période correspondante de 2006. Le bénéfice net du troisième trimestre s'est fixé à 555 M\$, une hausse de 14 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, attribuable à la croissance des volumes. L'acquisition par la Banque CIBC d'une participation majoritaire dans FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean) a également contribué à ce résultat.

Bien que le contexte canadien demeure concurrentiel, les activités de détail de la Banque CIBC maintiennent un bon rendement dans l'ensemble et demeurent bien positionnées sur le marché. Le segment Cartes de crédit de la Banque CIBC est le leader du marché canadien et continue de croître, l'encours des cartes ayant progressé de 10,7 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les biens administrés de CIBC Wood Gundy ont augmenté pour s'établir à 118,5 G\$, en hausse de 4,8 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les actifs sous gestion détenus dans des fonds communs de placement et des comptes gérés ont totalisé 62,4 G\$ au cours du trimestre, en hausse de 15,7 % en comparaison de la même période de l'exercice précédent. La part de marché de la Banque CIBC a augmenté au cours du trimestre dans des secteurs clés comme ceux des encours de cartes de crédit, des prêts hypothécaires, des dépôts et des placements à terme fixe.

Dans le domaine du crédit personnel, l'accent mis par la Banque CIBC sur la qualité du crédit a engendré une diminution des pertes sur prêts. Les pertes sur prêts aux particuliers se sont élevées à 170 M\$ au troisième trimestre et à 505 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, comparativement à 519 M\$ pour les mêmes neuf mois de 2006. La croissance des revenus des activités de crédit personnel de la Banque CIBC devrait converger vers les niveaux sectoriels, à mesure que la Banque CIBC continue d'améliorer son profil de risque.

Marchés mondiaux CIBC a dégagé des revenus de 582 M\$, en baisse par rapport aux revenus de 726 M\$ du trimestre précédent et de 677 M\$ du trimestre correspondant de 2006. Le revenu net du troisième trimestre s'est établi à 261 M\$, en hausse par rapport au revenu net de 190 M\$ de la même période de l'exercice précédent.

Les résultats de Marchés mondiaux CIBC tiennent compte des éléments suivants mentionnés précédemment : les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, la reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires, l'incidence de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché des dérivés de crédit adossés aux prêts aux entreprises et les gains supérieurs à la normale générés par Service de banque d'affaires et des recouvrements d'impôts.

À l'exception des activités de crédit structuré, Marchés mondiaux CIBC s'est démarqué par son vigoureux rendement et par la vitalité de ses activités générales. Au Canada, Marchés mondiaux CIBC a conseillé BCE Inc. au sujet de l'acquisition en cours de BCE Inc. au montant de 51,7 G\$ par Teacher's Private Capital, Providence Equity Partners Inc. et Madison Dearborn Partners LLC. Marchés mondiaux CIBC a également agi à titre de syndicaire chef de file pour l'émission d'obligations hypothécaires du Canada d'un montant de 9 G\$ par la Fiducie du Canada pour l'habitation, le placement de titres de créance le plus important de l'histoire canadienne. Aux États-Unis, le segment de financement immobilier de Marchés mondiaux CIBC a conclu, à titre de cosyndicaire chef de file en collaboration avec J.P. Morgan Securities Inc., une importante émission de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales, une transaction de 3,3 G\$ US.

Marchés mondiaux CIBC a continué de faire preuve de leadership en matière de conseils et de financement de sociétés minières du monde entier et a tenu le rôle de conseiller principal auprès de Rio Tinto PLC dans le cadre de l'acquisition prévue d'Alcan Inc., pour un montant de 38,1 G\$ US.

Productivité

La deuxième priorité de la Banque CIBC est d'améliorer sa productivité.

L'objectif de la Banque CIBC en 2007 est de garder ses frais aux niveaux du quatrième trimestre de 2006, exclusion faite de l'acquisition de FirstCaribbean, et de réduire ses coûts d'exploitation, qui devront toutefois absorber les hausses d'inflation normales. Les charges du troisième trimestre sont passées de 1 976 M\$ au trimestre précédent à 1 819 M\$, une baisse surtout due à la reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires et à la rémunération liée au rendement inférieure à la normale. Les frais de la Banque CIBC pour le troisième trimestre comprenaient des frais de 94 M\$ liés à FirstCaribbean, en comparaison de 99 M\$ au trimestre précédent.

Le coefficient d'efficacité de la Banque CIBC s'est amélioré au troisième trimestre, passant de 66,6 % à la même période de 2006 à 61,1 %. Le coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE)¹ a progressé à 59,4 % au troisième trimestre, contre 65,0 % il y a un an.

«Les résultats de notre troisième trimestre traduisent l'équilibre que nous recherchons entre la croissance des revenus et le resserrement des frais», déclare M. McCaughey. «Nous sommes convaincus que notre approche équilibrée, qui consiste à générer de meilleurs revenus en investissant régulièrement dans nos activités essentielles et à contrôler continuellement nos frais, constitue le moyen le plus efficace d'améliorer davantage notre productivité.»

Solidité du bilan et utilisation des fonds propres

La troisième priorité de la Banque CIBC est la solidité du bilan et l'utilisation des fonds propres. Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC de 9,7 % reste supérieur à son objectif à moyen terme de 8,5 %.

«Notre grande priorité au chapitre de l'utilisation des fonds propres est d'investir dans nos activités essentielles», déclare M. McCaughey. «Après avoir financé la croissance interne, nous évaluerons les occasions d'acquisitions stratégiques futures en fonction du rendement du capital pour nos actionnaires.»

Au cours du trimestre, la Banque CIBC a entrepris de racheter des actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités annoncée en avril 2007. Au 30 août 2007, la Banque CIBC avait racheté 3,1 millions des 10 millions d'actions autorisées conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui vient à échéance le 31 octobre 2007.

Les dividendes sont importants dans la gestion des fonds propres de la Banque CIBC. Le ratio dividendes/bénéfice de 33,0 % de la Banque CIBC pour le trimestre est inférieur à l'objectif à moyen terme de 40 % à 50 %. La Banque CIBC a annoncé aujourd'hui une augmentation de son dividende sur actions ordinaires de 13 %, ou 10 cents l'action (le portant à 87 cents l'action), payable le 29 octobre 2007.

Apporter davantage aux collectivités

Au cours du trimestre, les employés de la Banque CIBC en Colombie-Britannique et dans les Territoires du Nord-Ouest ont recueilli plus de 400 000 \$ lors de la campagne de 2007 pour le British Columbia Children's Hospital. Depuis 1995, les employés de la Banque CIBC ont réuni plus de 3,2 M\$ au profit de cet hôpital pédiatrique qui offre des soins spécialisés à des enfants gravement malades ou blessés de ces régions.

Pour une deuxième année d'affilée, la Banque CIBC a été le commanditaire principal du Tour CIBC Charles-Bruneau, une randonnée à vélo de quatre jours à travers le Québec visant à recueillir des fonds pour financer la recherche sur le cancer et le traitement des enfants qui en sont atteints. Grâce à l'appui de ses employés et de ses clients, la Banque CIBC a recueilli près de 90 000 \$ qui seront remis au Centre de cancérologie Charles-Bruneau de l'Hôpital Sainte-Justine.

En mai dernier, la Banque CIBC a fêté le 140^e anniversaire de l'ouverture, le 15 mai 1867, de la première succursale de la Banque Canadienne de Commerce à Toronto, à l'endroit même où se trouve le centre bancaire principal de Commerce Court. En 1961, la Banque Canadienne Impériale de Commerce est née de la fusion de la Banque Canadienne de Commerce et de la Banque Impériale du Canada.

«Au nom de l'équipe de leadership de la Banque CIBC, je remercie tous nos employés pour leur professionnalisme, leur dévouement et le soutien dont ils ont fait preuve pendant ces nombreuses années en matière de service à notre clientèle», souligne M. McCaughey.

Les investisseurs et les analystes peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de John Ferren, vice-président, Relations avec les investisseurs, au 416 980-2088. Les médias sont priés de s'adresser à Rob McLeod, premier directeur, Communications et affaires publiques, au 416 980-3714, ou à Mary Lou Frazer, première directrice, Communications financières et Communications avec les investisseurs, au 416 980-4111.

L'information figurant dans les pages qui suivent fait partie du présent communiqué de presse.

(Le conseil d'administration de la Banque CIBC a passé en revue le présent communiqué de presse avant sa publication. Le président et chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC appuient leur attestation du rapport financier du troisième trimestre et des procédures et contrôles sur les procédures et contrôles de la Banque CIBC. Le chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC présenteront volontairement une attestation à la Securities and Exchange Commission quant à l'information financière du troisième trimestre de la Banque CIBC, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints. Ils présenteront les mêmes attestations aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières.)

Table des matières

4	Un mot sur les énoncés prospectifs	16	Siège social et autres
5	Points saillants financiers du troisième trimestre	17	Gestion du risque
6	Vue d'ensemble	19	Divers
7	Analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière	21	Mesures non conformes aux PCGR
12	Marchés de détail CIBC	22	États financiers consolidés intermédiaires
14	Marchés mondiaux CIBC	27	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport trimestriel et avec le rapport de gestion de notre Reddition de comptes annuelle 2006. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 30 août 2007. D'autres renseignements concernant la CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 142 et 143 de notre Reddition de comptes annuelle 2006.

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris le présent rapport, dans d'autres dépôts auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations dans les sections «Points saillants», «Le point sur les priorités d'entreprise», «Perspectives» et «Revue de l'état des résultats consolidé – Impôts sur les bénéficiaires» du présent rapport et d'autres déclarations concernant nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion des risques, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies et perspectives pour 2007 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «compter», «estimer» et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section «Perspectives» du présent rapport, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : la volatilité continue des marchés américains de prêts hypothécaires à l'habitation; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous sommes en exploitation; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; la possibilité que le taux d'imposition réel normal que nous avons estimé ne soit pas atteint; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre évidemment pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE

Non vérifié	Aux dates indiquées et pour les trois mois terminés le			Aux dates indiquées et pour les neuf mois terminés le	
	31 juill. 2007	30 avril 2007	31 juill. 2006	31 juill. 2007	31 juill. 2006
Données relatives aux actions ordinaires					
Par action					
- résultat de base	2,33 \$	2,29 \$	1,88 \$	6,75 \$	5,16 \$
- résultat de base (comptabilité de caisse) ¹	2,36	2,32	1,89	6,81	5,20
- résultat dilué	2,31	2,27	1,86	6,69	5,11
- résultat dilué (comptabilité de caisse) ¹	2,34	2,29	1,87	6,75	5,15
- dividendes	0,77	0,77	0,70	2,24	2,06
- valeur comptable	33,05	32,67	27,96	33,05	27,96
Cours de l'action					
- haut	106,75	104,00	83,63	106,75	86,00
- bas	92,37	97,70	73,94	92,37	72,90
- clôture	92,50	97,70	77,25	92,50	77,25
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
- moyen de base	335 755	337 320	335 513	336 511	335 004
- moyen dilué	338 691	340 613	338 461	339 739	338 233
- à la fin de la période	334 595	337 487	335 332	334 595	335 332
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	30 950 \$	32 972 \$	25 904 \$	30 950 \$	25 904 \$
Mesures de valeur					
Ratio cours/bénéfice (sur 12 mois)	10,3	11,4	10,8	10,3	10,7
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	3,3 %	3,2 %	3,6 %	3,2 %	3,6 %
Ratio dividendes/bénéfice	33,0 %	33,7 %	37,3 %	33,2 %	40,0 %
Cours/valeur comptable	2,80	2,99	2,76	2,80	2,76
Résultats financiers (en millions de dollars)					
Total des revenus	2 979 \$	3 050 \$	2 826 \$	9 120 \$	8 461 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	162	166	152	471	456
Frais autres que d'intérêts	1 819	1 976	1 883	5 738	5 596
Bénéfice net	835	807	662	2 412	1 827
Mesures financières					
Coefficient d'efficacité	61,1 %	64,8 %	66,6 %	62,9 %	66,1 %
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse), base d'imposition équivalente (BIE) ¹	59,4 %	63,2 %	65,0 %	61,4 %	64,8 %
Rendement des capitaux propres	28,3 %	28,9 %	27,2 %	28,1 %	26,2 %
Marge d'intérêts nette	1,41 %	1,36 %	1,53 %	1,37 %	1,53 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	1,61 %	1,55 %	1,77 %	1,56 %	1,78 %
Rendement de l'actif moyen	1,00 %	1,02 %	0,90 %	0,99 %	0,85 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen	1,14 %	1,16 %	1,04 %	1,14 %	0,98 %
Rendement total pour les actionnaires	(4,6) %	(2,4) %	(5,8) %	8,0 %	9,8 %
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)					
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	102 143 \$	100 204 \$	93 163 \$	102 143 \$	93 163 \$
Prêts et acceptations	167 828	164 797	149 224	167 828	149 224
Total de l'actif	338 881	326 580	294 990	338 881	294 990
Dépôts	230 208	221 169	200 015	230 208	200 015
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	11 058	11 025	9 377	11 058	9 377
Actif moyen	331 553	326 088	291 395	324 572	288 501
Actif productif d'intérêts moyen	290 157	285 127	251 607	284 015	248 360
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	10 992	10 964	9 167	10 808	8 818
Biens administrés	1 124 079	1 165 585	1 027 931	1 124 079	1 027 931
Mesures de qualité du bilan					
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque	8,8 %	8,7 %	8,0 %	8,8 %	8,0 %
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars)	125,0 \$	127,2 \$	117,0 \$	125,0 \$	117,0 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,7 %	9,5 %	9,6 %	9,7 %	9,6 %
Ratio du total des fonds propres	13,7 %	14,1 %	14,0 %	13,7 %	14,0 %
Autres renseignements					
Ratio détail/gros ²	76 % / 24 %	73 % / 27 %	70 % / 30 %	76 % / 24 %	70 % / 30 %
Effectif permanent	40 315	40 488	36 781	40 315	36 781

1) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

2) Les activités de détail comprennent Marchés de détail CIBC et le Groupe Entreprises (inclus dans Marchés mondiaux CIBC). Les activités de gros englobent Marchés mondiaux CIBC, à l'exclusion du Groupe Entreprises. Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activité à la fin de la période. Pour de plus amples précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR à la page 37 de la Reddition de comptes annuelle 2006.

Vue d'ensemble

Le bénéfice net s'établit à 835 M\$ pour le trimestre, en regard de 662 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 807 M\$ au trimestre précédent. Le bénéfice net pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 s'est fixé à 2 412 M\$, comparativement à 1 827 M\$ pour la période correspondante de 2006.

Nos résultats pour la période considérée ont été touchés par les facteurs suivants :

- une perte de 290 M\$ (190 M\$ après impôts) liée à l'évaluation à la valeur du marché, déduction faite des gains sur les couvertures connexes, des titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés) et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation relatifs au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation (se reporter à la page 8 pour de plus amples renseignements);
- une reprise nette de 75 M\$ (70 M\$ après impôts) sur les provisions pour les questions judiciaires;
- un montant de 77 M\$ (50 M\$ après impôts) en raison de l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à nos prêts aux entreprises (écarts de taux des dérivés de crédit);
- un recouvrement d'impôts de 48 M\$.

Comparaison avec le troisième trimestre de 2006

Le bénéfice net a augmenté de 173 M\$, ou 26 %. La hausse de revenus découle de l'acquisition de FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean), de l'augmentation des revenus de Services bancaires d'investissement et des produits de crédit ainsi que de Services de banque d'affaires, de la croissance des volumes des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires, et des revenus supérieurs de trésorerie et du Courtage de détail. Par contre, ces hausses ont été réduites par les pertes susmentionnées liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation et par le rétrécissement des marges sur les produits de détail. La diminution des frais autres que d'intérêts est attribuable à la reprise nette susmentionnée sur les provisions pour les questions judiciaires et à la baisse de la rémunération liée au rendement, compensée en partie par l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean. Par ailleurs, les recouvrements d'impôts ont été inférieurs pour le trimestre considéré.

Comparaison avec le deuxième trimestre de 2007

Le bénéfice net a augmenté de 28 M\$, ou 3 %. Par contre, les revenus ont décliné, surtout du fait des pertes susmentionnées liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation et par le rétrécissement des marges sur les produits de détail. Ces diminutions ont été compensées par l'augmentation des revenus de Services bancaires d'investissement et des produits de crédit ainsi que de Services de banque d'affaires, par le fait que le

trimestre comportait trois jours de plus, par la hausse des revenus tirés des frais relatifs aux produits de détail et par la croissance des volumes des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires. La diminution des frais autres que d'intérêts est attribuable à la reprise nette susmentionnée sur les provisions pour les questions judiciaires et à la baisse de la rémunération liée au rendement. Par ailleurs, les recouvrements d'impôts ont été inférieurs pour le trimestre considéré.

Comparaison avec les neuf mois terminés le 31 juillet 2006

Le bénéfice net a augmenté de 585 M\$, ou 32 %. Cette augmentation découle de l'acquisition de FirstCaribbean, de la hausse des revenus des Services bancaires d'investissement et des produits de crédit ainsi que de Services de banque d'affaires, de la croissance des volumes des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires, de la hausse des revenus de trésorerie et des revenus tirés des frais relatifs aux produits de détail. Par contre, ces hausses ont été réduites quelque peu par les pertes susmentionnées liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation et par le rétrécissement des marges sur les produits de détail. Les frais autres que d'intérêts ont été entraînés à la hausse par l'acquisition de FirstCaribbean, mais réduits en partie par la reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires. Les impôts et les taxes ont diminué, du fait surtout des recouvrements et des reprises plus élevés au cours de la période considérée.

Les facteurs suivants ont eu une incidence sur nos résultats des périodes précédentes :

Deuxième trimestre de 2007

- Des rajustements fiscaux positifs de 91 M\$;
- Une reprise sur la provision générale de 24 M\$ (17 M\$ après impôts);
- Un montant de 10 M\$ (7 M\$ après impôts) représentant l'incidence positive des écarts de taux des dérivés de crédit.

Premier trimestre de 2007

- Un montant de 6 M\$ (4 M\$ après impôts) représentant l'incidence négative des écarts de taux des dérivés de crédit.

Troisième trimestre de 2006

- Des rajustements fiscaux positifs de 62 M\$;
- Des frais d'intérêts de 22 M\$ (12 M\$ après impôts) liés à de nouvelles cotisations d'impôt sur le revenu aux États-Unis;
- Un montant de 13 M\$ (8 M\$ après impôts) représentant l'incidence positive des écarts de taux des dérivés de crédit.

Deuxième trimestre de 2006

- Des rajustements fiscaux positifs de 35 M\$;
- Une reprise sur la provision générale de 25 M\$ (16 M\$ après impôts);
- Un montant de 14 M\$ (9 M\$ après impôts) représentant l'incidence négative des écarts de taux des dérivés de crédit.
- Un montant de 11 M\$ (7 M\$ après impôts) représentant l'incidence négative d'un rajustement comptable.

Perspectives

En dépit de la récente faiblesse des marchés des capitaux, les perspectives économiques continuent de laisser présager une croissance modérée pour le restant de l'année civile 2007, étant donné le maintien de taux d'intérêts raisonnables d'un point de vue historique pour les gouvernements et les sociétés de haute qualité et la probabilité que la Banque du Canada n'augmentera pas davantage ses taux. Le marché de l'habitation canadien semble prendre de la vitesse, et les dépenses de consommation devraient être soutenues par la vitalité du marché du travail, donnant lieu à une croissance soutenue des soldes des prêts de détail.

Bien que les activités de Services bancaires d'investissement et de Marchés financiers soient difficiles à prévoir, il est probable que la liquidité des marchés favorisera moins l'activité spéculative de fusions et d'acquisitions et que la volatilité des marchés boursiers réduira les nouvelles émissions. Les écarts de taux pourraient continuer de se creuser et les taux pourraient être aux prises avec une plus grande volatilité, jusqu'à ce que le marché fasse preuve de plus de transparence sur les taux de défaillance à l'échelle mondiale qui, à l'exclusion des prêts hypothécaires à risque élevé et des prêts hypothécaires de deuxième rang des États-Unis, ont été plutôt faibles jusqu'à ce jour, mais qui pourraient augmenter à la suite de la hausse des activités d'acquisition par emprunt de l'an dernier.

Analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière

Revue de l'état des résultats consolidé

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Revenu net d'intérêts	1 180 \$	1 079 \$	1 121 \$	3 318 \$	3 305 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 799	1 971	1 705	5 802	5 156
Total des revenus	2 979	3 050	2 826	9 120	8 461
Dotation à la provision					
pour pertes sur créances	162	166	152	471	456
Frais autres que d'intérêts	1 819	1 976	1 883	5 738	5 596
Bénéfice avant impôts sur					
les bénéfices et participations					
sans contrôle	998	908	791	2 911	2 409
Impôts sur les bénéfices	157	91	125	479	553
Participations sans contrôle	6	10	4	20	29
Bénéfice net	835 \$	807 \$	662 \$	2 412 \$	1 827 \$

Revenu net d'intérêts

Le revenu d'intérêts net a augmenté de 59 M\$, ou 5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 13 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, en regard de la même période de 2006. Cette hausse est en grande partie imputable à l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean, à la croissance des volumes des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires, ainsi qu'aux revenus de trésorerie plus élevés. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des revenus de négociation et par le rétrécissement des marges sur les produits de détail. Le trimestre de l'exercice précédent comprenait le

reclassement du revenu autre que d'intérêts en raison de la comptabilité de couverture.

La hausse de 101 M\$ ou 9 % du revenu net d'intérêts en comparaison du trimestre précédent est imputable au fait que le trimestre comportait trois jours supplémentaires, à la croissance des volumes des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires, à l'augmentation des revenus tirés des frais sur les prêts hypothécaires et des revenus de négociation. Ces hausses ont été en partie réduites par le rétrécissement des marges sur les produits de détail.

Revenu autre que d'intérêts

La hausse de 94 M\$ ou 6 % du revenu autre que d'intérêts par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent découle surtout de l'augmentation des frais de service (honoraires de prise ferme et de consultation, honoraires de gestion et de garde des fonds communs de placement et des placements), des gains associés aux programmes de couverture de prêts aux entreprises et des revenus tirés des instruments financiers désignés à la juste valeur (dont la majorité ont été classés comme détenus à des fins de transaction en 2006). Les gains réalisés, déduction faite des baisses de valeur des valeurs disponibles à la vente (classées en 2006 à titre de valeurs du compte de placement et de placements dans des sociétés en commandite), ont également augmenté. En outre, l'acquisition de FirstCaribbean a eu une incidence positive sur les résultats du trimestre considéré. Le trimestre de l'exercice précédent comprenait un reclassement au revenu net d'intérêts en raison de la comptabilité de couverture. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des revenus de négociation, découlant principalement des pertes susmentionnées liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation.

Le revenu autre que d'intérêts a reculé de 172 M\$ ou 9 % en comparaison du trimestre précédent, surtout du fait de la baisse des revenus de négociation, qui était surtout imputable aux pertes susmentionnées liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation. Ce recul a quelque peu été compensé par les gains supérieurs générés par les programmes de couverture de prêts aux entreprises et par les valeurs disponibles à la vente et les placements à la valeur de consolidation, déduction faite des baisses de valeur.

La hausse de 646 M\$ ou 13 % du revenu autre que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, en comparaison de la période correspondante de 2006, était surtout attribuable à l'augmentation des gains réalisés, déduction faite des baisses de valeur sur les valeurs disponibles à la vente (classées en 2006 à titre de valeurs du compte de placement et dans des sociétés en commandite), des frais de service (honoraires de prise ferme et de consultation, honoraires de gestion et de garde des fonds communs de placement et des placements) et des revenus tirés des instruments financiers désignés à la juste valeur (dont la majorité ont été classés comme détenus à des fins de transaction en 2006). Les résultats de la période considérée ont également été avantagés par la hausse des

gains associés aux programmes de couverture des prêts aux entreprises et par l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean. Le trimestre de l'exercice précédent comprenait un reclassement au revenu net d'intérêts en raison de la comptabilité de couverture. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des revenus de négociation, qui découlait principalement des pertes susmentionnées liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a connu une croissance de 10 M\$ ou 7 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, du fait surtout des pertes plus élevées par le portefeuille de cartes en raison des volumes et de l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 4 M\$, ou 2 %, en regard du trimestre précédent, du fait surtout de la diminution des pertes dans les portefeuilles de cartes et de prêts aux PME, une diminution qui a été contrebalancée en partie par les pertes supérieures subies par le portefeuille de crédit personnel. Par ailleurs, les recouvrements du portefeuille des prêts aux grandes entreprises, déduction faite des pertes, ont augmenté. Le trimestre précédent comprenait une reprise de 24 M\$ sur la provision générale.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 a augmenté de 15 M\$, ou 3 %, en regard de la même période de 2006. L'augmentation des pertes subies par le portefeuille de cartes en raison des volumes, la diminution des reprises et des recouvrements associés au portefeuille de prêts aux grandes entreprises et l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean ont été en partie compensées par les améliorations du portefeuille de crédit personnel.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont reculé de 64 M\$ ou 3 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, en raison surtout de la reprise nette susmentionnée sur les provisions pour les questions judiciaires et de la baisse de la rémunération liée au rendement, qui a été en partie compensée par l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 157 M\$ ou 8 % en comparaison du trimestre précédent, en raison surtout de la reprise nette susmentionnée sur les provisions pour les questions judiciaires et de la baisse de la rémunération liée au rendement.

Par contre, pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, les frais autres que d'intérêts ont progressé de 142 M\$ ou 3 % comparativement à la même période de 2006, une hausse imputable principalement à l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean mais réduite par la reprise nette susmentionnée sur les provisions pour les questions judiciaires.

Impôts sur les bénéfices

La majoration de 32 M\$ ou 26 % au titre des impôts sur les bénéfices par rapport au même trimestre de l'exercice précédent a découlé en grande partie de la hausse des bénéfices et de la diminution des recouvrements d'impôts sur les bénéfices. Cette majoration a été quelque peu contrebalancée par l'augmentation de la proportion relative des bénéfices assujettis à des taux d'imposition moins élevés, notamment un taux d'imposition réel inférieur applicable à la reprise nette susmentionnée sur les provisions pour les questions judiciaires.

La hausse de 66 M\$, ou 73 %, des impôts sur les bénéfices par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par les facteurs susmentionnés et par la baisse des reprises d'impôts sur les bénéfices.

Les impôts sur les bénéfices pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 ont chuté de 74 M\$, ou 13 %, en regard de la période correspondante de 2006, surtout en raison de l'augmentation des recouvrements et des reprises d'impôts sur les bénéfices pour la proportion relative des bénéfices assujettis à des taux d'imposition moins élevés. Au cours de la période précédente, une charge d'impôts de 47 M\$ a été engagée pour le rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos activités étrangères autres qu'américaines.

Le taux d'imposition réel s'est élevé à 15,7 % pour le trimestre en regard de 15,8 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 10,0 % pour le trimestre précédent. Le taux d'imposition réel pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 s'est établi à 16,5 % en regard de 23,0 % pour la même période de 2006.

Le taux d'imposition réel rajusté et la base d'imposition équivalente (BIE) pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007 (à l'exclusion du recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'un montant de 48 M\$ et d'un ajustement de 21 M\$ découlant du taux d'imposition réel moins élevé s'appliquant à la reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires) étaient respectivement de 22,6 %¹ et 27,4 %¹.

Bien que les taux varient d'un trimestre à l'autre, nous estimons actuellement que le taux d'imposition réel durable rajusté se situera entre 20 % et 23 %, et que le taux d'imposition BIE durable rajusté se situera entre 24 % et 27 %. Ces taux sont déterminés en fonction des bénéfices estimatifs dans différentes administrations dans l'année et en fonction des taux d'imposition en vigueur prévus dans ces administrations. L'incidence des éléments non récurrents est exclue.

1) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Revue du bilan consolidé

En millions de dollars	31 juillet 2007	31 octobre 2006
Actif		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	16 943 \$	11 853 \$
Valeurs mobilières	85 200	83 498
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	35 084	25 432
Prêts	160 139	145 625
Instruments dérivés à la valeur marchande	20 424	17 122
Autres actifs	21 091	20 454
Total des actifs	338 881 \$	303 984 \$
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	230 208 \$	202 891 \$
Instruments dérivés à la valeur marchande	19 435	17 330
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat	48 079	44 221
Autres passifs	20 843	21 013
Titres secondaires	6 171	5 595
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	156	12
Capitaux propres	13 389	12 322
Total des passifs et des capitaux propres	338 881 \$	303 984 \$

Actif

Au 31 juillet 2007, l'actif total était de 34,9 G\$, ou 11 %, plus élevé qu'au 31 octobre 2006.

L'encaisse et les dépôts auprès d'autres banques ont progressé en raison des exigences de financement courant de la trésorerie et de l'acquisition de FirstCaribbean.

L'augmentation des valeurs à la suite de l'acquisition de FirstCaribbean et au reclassement des sociétés en commandite qui ont cessé d'être comptabilisées à titre d'autres actifs le 1^{er} novembre 2006, conformément aux nouvelles normes comptables sur les instruments financiers, a été quelque peu réduite par la baisse des valeurs du compte de négociation du secteur des services bancaires de gros, qui tenait compte des activités de négociation normales.

La hausse des valeurs empruntées ou achetées en vertu de conventions de revente reflète principalement les activités normales de nos clients.

Les prêts ont augmenté, surtout en raison de la croissance des volumes des prêts hypothécaires à l'habitation (déduction faite des titrisations) et des cartes. L'acquisition de FirstCaribbean a également contribué à cette majoration.

La croissance des volumes, l'augmentation des gains liés à l'évaluation à la valeur du marché des dérivés de crédit et le reclassement des instruments dérivés de couverture qui ont cessé d'être comptabilisés à titre d'autres actifs, conformément aux nouvelles normes comptables sur les instruments financiers, ont entraîné à la hausse la valeur marchande des instruments dérivés.

La majoration des autres actifs est principalement attribuable à l'augmentation des acceptations ainsi que de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels achetés au moment de l'acquisition de FirstCaribbean. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par le reclassement, conformément aux nouvelles normes

comptables sur les instruments financiers, des instruments dérivés de couverture en instruments dérivés à la valeur marchande et du placement dans des sociétés en commandite aux valeurs disponibles à la vente. Par ailleurs, depuis que nous détenons une participation majoritaire, notre investissement dans FirstCaribbean ne figure plus parmi les autres actifs.

Passif

Au 31 juillet 2007, le passif total était de 33,8 G\$, ou 12 %, plus élevé qu'au 31 octobre 2006.

L'augmentation des dépôts tenait surtout compte de la croissance des volumes attribuable aux exigences de capitalisation et aux activités normales des clients. L'acquisition de FirstCaribbean a également contribué à cette majoration.

La croissance des volumes, l'augmentation des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché des dérivés de crédit et le reclassement, conformément aux nouvelles normes comptables sur les instruments financiers, des instruments dérivés de couverture, qui ont cessé d'être comptabilisés à titre d'autres passifs, ont entraîné à la hausse la valeur marchande des instruments dérivés.

L'augmentation des engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou conformément à des conventions de rachat découle principalement de la croissance normale des activités de nos clients et de financement de la trésorerie. L'acquisition de FirstCaribbean a également contribué à cette majoration.

La hausse des titres secondaires tenait compte de la nouvelle émission et de l'acquisition de FirstCaribbean.

La hausse des participations sans contrôle représente essentiellement la participation minoritaire dans FirstCaribbean.

Capitaux propres

Au 31 juillet 2007, les capitaux propres étaient en hausse de 1,1 G\$, ou 9 %, par rapport au 31 octobre 2006, surtout en raison d'une augmentation des bénéfices non répartis.

FirstCaribbean International Bank

Le 22 décembre 2006, nous avons obtenu le contrôle de FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean) en faisant l'acquisition auprès de Barclays Bank PLC (Barclays) d'une participation supplémentaire de 39,3 % (l'acquisition de FirstCaribbean). Par suite de cette opération, nous détenons environ 83,0 % des actions ordinaires de FirstCaribbean, les actions ordinaires restantes étant détenues par Barclays et par d'autres actionnaires minoritaires. L'opération a été effectuée au cours de 1,62 \$ US l'action, plus les dividendes à recevoir, pour une valeur totale de 989 M\$ US (1 153 M\$), versée au comptant à Barclays. En outre, nous avons engagé des frais d'opération, déduction faite des impôts et des taxes, de 7 M\$ US (8 M\$).

Le 2 février 2007, par suite d'une offre publique de rachat au même prix visant le reste des actions ordinaires détenues par Barclays et les autres actionnaires minoritaires, nous avons acquis une participation additionnelle de 8,5 % dans FirstCaribbean pour une

contrepartie supplémentaire au comptant de 212 M\$ US (250 M\$), ce qui a porté notre participation totale à 91,5 %. En outre, nous avons engagé des frais d'opération additionnels, déduction faite des impôts et des taxes, de 2 M\$ US (2 M\$).

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires. Par suite d'opérations subséquentes, dont la vente de deux millions d'actions à des fiduciaires de rémunération de FirstCaribbean, notre participation au 31 juillet 2007 a diminué pour s'établir à 91,4 %.

Risques liés au marché américain de prêts hypothécaires à l'habitation

Au cours du trimestre, nous avons subi des pertes de 290 M\$ (190 M\$ après impôts), déduction faite des couvertures connexes, liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Au 31 juillet 2007, notre exposition au risque lié au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation représentait environ 1,7 G\$ US (à l'exclusion de l'exposition directement couverte par d'autres contreparties). Selon notre estimation, moins de 60 % de cette exposition a trait au marché sous-jacent des prêts hypothécaires à risque élevé alors que le reste a trait à des actifs à risque moyen et à des actifs de qualité plus élevée.

L'exposition au risque a été atténuée par des couvertures d'indices de prêts hypothécaires à risque élevé d'environ 300 M\$ US.

Facilités de trésorerie sur les fonds multicédants de papier commercial adossés à des créances

Au 31 juillet 2007, les facilités de trésorerie sur les fonds multicédants de papier commercial adossés à des créances engagés par la Banque CIBC au Canada et aux États-Unis totalisaient environ 20 G\$. Environ 85 % des facilités engagées ont été affectées aux fonds multicédants de papier commercial adossés à des créances parrainés par la Banque CIBC au Canada.

Passifs éventuels

La CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des activités. Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces affaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, ait des répercussions négatives importantes sur notre situation financière consolidée. Par contre, l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, peut avoir une incidence considérable sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée.

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données par action, pour les trois mois terminés le	2007			2006			2005	
	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre
Revenus								
Marchés de détail CIBC	2 259 \$	2 189 \$	2 151 \$	2 046 \$	2 038 \$	1 975 \$	2 068 \$	2 063 \$
Marchés mondiaux CIBC	582	726	784	697	677	607	679	964
Siège social et autres	138	135	156	147	111	195	111	399
Total des revenus	2 979	3 050	3 091	2 890	2 826	2 777	2 858	3 426
Dotation à la provision pour pertes								
sur créances	162	166	143	92	152	138	166	170
Frais autres que d'intérêts	1 819	1 976	1 943	1 892	1 883	1 836	1 877	2 060
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	998	908	1 005	906	791	803	815	1 196
Impôts sur les bénéfices	157	91	231	87	125	190	238	436
Participations sans contrôle	6	10	4	-	4	28	(3)	32
Bénéfice net	835 \$	807 \$	770 \$	819 \$	662 \$	585 \$	580 \$	728 \$
Résultat par action - de base	2,33 \$	2,29 \$	2,13 \$	2,34 \$	1,88 \$	1,65 \$	1,64 \$	2,08 \$
- dilué	2,31 \$	2,27 \$	2,11 \$	2,32 \$	1,86 \$	1,63 \$	1,62 \$	2,06 \$

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui engendre une diminution des bénéfices. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activités sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de gros.

L'acquisition de FirstCaribbean s'est traduite par l'accroissement des revenus de Marchés de détail CIBC au cours des trois premiers trimestres de 2007. Les pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché, déduction faite des couvertures connexes, des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation a entraîné une baisse des revenus de Marchés mondiaux CIBC pour le trimestre considéré, alors que les gains de Services de banque d'affaires, déduction faite des baisses de valeur, ont contribué à hausser les revenus au cours du quatrième trimestre de 2005. Les revenus de change découlant du rapatriement du capital et des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères ont engendré une augmentation des revenus du Siège social et autres au deuxième trimestre de 2006 et au quatrième trimestre de 2005.

Les provisions liées au crédit de détail ont augmenté au cours des trois premiers trimestres de 2007, du fait surtout de la hausse des pertes découlant des volumes dans le portefeuille de cartes et de l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean. Les reprises de la provision générale sont incluses dans les résultats des deuxième trimestres de 2007 et de 2006 et des quatrième trimestres de 2006 et de 2005.

Les charges de FirstCaribbean ont été incluses dans les résultats des trois premiers trimestres de 2007. La reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires et la baisse de la rémunération liée au rendement ont entraîné une diminution des charges au cours du troisième trimestre de 2007. Les indemnités de cessation d'emploi ont monté au quatrième trimestre de 2005.

Les recouvrements d'impôts liés à la résolution favorable de diverses vérifications fiscales et la diminution des éventualités d'impôts ont été inclus dans les deuxième et troisième trimestres de 2007, les trois derniers trimestres de 2006 et le quatrième trimestre de 2005. L'amélioration des résultats du troisième trimestre de 2007 est attribuable à la réduction du taux d'imposition réel sur la reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires. La charge d'impôts liée au rapatriement du capital et des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères est également comprise dans les résultats du deuxième trimestre de 2006 et du quatrième trimestre de 2005.

Marchés de détail CIBC

Marchés de détail CIBC comprend les activités de détail et de gestion des avoirs de la CIBC. Nous offrons une gamme complète de produits et services financiers à des particuliers et à des PME, ainsi que des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels partout dans le monde.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Revenus					
Services bancaires personnels et PME	537 \$	501 \$	533 \$	1 555 \$	1 533 \$
Service Impérial	247	232	242	716	699
Courtage de détail	308	306	275	928	891
Cartes	367	360	340	1 098	1 024
Prêts hypothécaires et crédit personnel	400	361	359	1 150	1 129
Gestion d'actifs	113	112	106	336	321
FirstCaribbean ²	133	150	-	333	-
Divers	154	167	183	483	484
Total des revenus (a)	2 259	2 189	2 038	6 599	6 081
Dotation à la provision pour pertes sur créances	170	182	159	505	519
Frais autres que d'intérêts (b)	1 341	1 353	1 251	3 982	3 733
Bénéfice avant impôts sur					
les bénéfices	748	654	628	2 112	1 829
Impôts sur les bénéfices	188	64	141	428	472
Participations sans contrôle	5	7	-	16	-
Bénéfice net (c)	555 \$	583 \$	487 \$	1 668 \$	1 357 \$
Coefficient d'efficacité (b/a)	59,3 %	61,8 %	61,4 %	60,3 %	61,3 %
Amortissement des autres actifs incorporels (d)	8 \$	10 \$	1 \$	21 \$	3 \$
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) ³ ((b-d)/a)	59,0 %	61,3 %	61,3 %	60,0 %	61,3 %
Rendement des capitaux propres ³	48,2 %	52,9 %	51,4 %	51,8 %	48,1 %
Montant au titre du capital économique ³ (e)	(145) \$	(141) \$	(124) \$	(411) \$	(370) \$
Bénéfice économique ³ (c+e)	410 \$	442 \$	363 \$	1 257 \$	987 \$
Effectif permanent	27 098	27 266	23 197	27 098	23 197

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Conformément à nos autres activités, les revenus comprennent le rendement du capital et les charges de financement interne.

3) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

Le bénéfice net a augmenté de 68 M\$, ou 14 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus ont augmenté en raison de l'acquisition de FirstCaribbean, de la croissance du volume des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires, et de la hausse du revenu de titrisation et du Courtage de détail, contrebalancée en partie par le rétrécissement des marges. Les frais autres que d'intérêts ont été plus élevés en raison de l'acquisition de FirstCaribbean. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent a profité de recouvrements d'impôts de 35 M\$.

Le bénéfice net a diminué de 28 M\$, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus ont augmenté en raison de la hausse des revenus tirés des frais dans tous les secteurs d'activité, du fait que le trimestre comptait trois jours de plus, de la croissance du volume des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires, et de la croissance du revenu de titrisation, neutralisés en partie par le rétrécissement des marges. Le trimestre précédent a profité

d'un recouvrement d'impôts de 80 M\$ lié à la résolution favorable d'une vérification fiscale.

Le bénéfice net pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 a augmenté de 311 M\$, ou 23 %, en regard de la période correspondante de 2006. L'augmentation des revenus a surtout découlé de l'acquisition de FirstCaribbean, de la croissance du volume des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires, et de la hausse des revenus tirés des frais dans le Courtage de détail et de l'augmentation des revenus tirés des prêts hypothécaires, des cartes et de la titrisation, contrebalancées en partie par le rétrécissement des marges. Les frais autres que d'intérêts ont été plus élevés principalement en raison de l'acquisition de FirstCaribbean.

Revenus

Les revenus de FirstCaribbean sont inclus à partir de la date d'acquisition du 22 décembre 2006. Avant cette date, FirstCaribbean était comptabilisée à la valeur de consolidation et les revenus étaient compris dans le poste Divers.

Les revenus ont progressé de 221 M\$, ou 11 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus du Courtage de détail ont augmenté de 33 M\$, surtout en raison de la hausse des revenus tirés des frais découlant de la croissance de la valeur des actifs.

Les revenus du segment Cartes ont fait un bond de 27 M\$, surtout en raison de la croissance des volumes.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont augmenté de 41 M\$. L'accroissement du revenu de titrisation, la hausse des revenus tirés des frais liés aux refinancements de prêts hypothécaires saisonniers et la croissance du volume des prêts hypothécaires ont contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le rétrécissement des marges.

Les revenus du segment Gestion d'actifs ont augmenté de 7 M\$, principalement en raison de la hausse des revenus tirés des frais découlant de la croissance des fonds sous gestion moyens, contrebalancée en partie par la hausse des commissions versées à Courtage de détail et à Service Impérial.

Les revenus du segment Divers ont diminué de 29 M\$, surtout en raison de la baisse des revenus tirés de l'assurance et des revenus de trésorerie répartis.

Les revenus ont bondi de 70 M\$, ou 3 %, en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME et de Service Impérial se sont accrus surtout en raison de la hausse des commissions tirées des prêts hypothécaires et du crédit personnel, du fait que le trimestre comptait trois jours de plus, de la hausse des revenus tirés des frais et de la croissance des volumes.

Les revenus du segment Cartes ont augmenté de 7 M\$, principalement en raison de la croissance des volumes, du fait que le trimestre comptait trois jours de plus et de la hausse des revenus tirés des frais, contrebalancés en partie par le rétrécissement des marges.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont fait un bond de 39 M\$. La hausse des revenus tirés des frais liés aux refinancements de prêts hypothécaires saisonniers, la hausse du revenu de titrisation et le fait que le trimestre comptait trois jours de plus ont contribué à l'augmentation. Ces augmentations ont été en partie neutralisées par le rétrécissement des marges et la hausse des commissions versées à Services bancaires personnels et PME et à Service Impérial.

Les revenus du segment Divers ont diminué de 13 M\$, principalement en raison de la baisse des revenus de trésorerie répartis.

Les revenus pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 ont augmenté de 518 M\$, ou 9 %, en regard de la période correspondante de 2006.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont connu une hausse de 22 M\$, principalement en raison de la croissance des volumes, neutralisée en partie par la diminution des commissions tirées des prêts hypothécaires et des prêts personnels.

Les revenus de Service Impérial ont augmenté de 17 M\$, surtout en raison de la hausse des revenus tirés de la vente de produits et placements, contrebalancée en partie par le rétrécissement des marges.

Les revenus de Courtage de détail ont fait un bond de 37 M\$, principalement en raison de la hausse des revenus tirés des frais découlant de la croissance de la valeur des actifs, neutralisée en partie par la diminution des commissions de négociation.

Les revenus du segment Cartes ont augmenté de 74 M\$, surtout en raison de la croissance des volumes et des revenus tirés des frais, neutralisée en partie par le rétrécissement des marges.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel se sont accrus de 21 M\$. La hausse du revenu de titrisation, la croissance des volumes des prêts hypothécaires et la hausse des frais liés aux refinancements de prêts hypothécaires saisonniers ont été en partie contrebalancées par le rétrécissement des marges.

Les revenus du segment Gestion d'actifs ont augmenté de 15 M\$ en raison de la hausse des revenus tirés des frais découlant de la croissance des fonds sous gestion moyens, neutralisée en partie par l'augmentation des commissions versées à Courtage de détail et à Service Impérial.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 11 M\$, ou 7 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des pertes liées aux volumes dans le portefeuille des cartes et l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 12 M\$, ou 7 %, en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des pertes dans les portefeuilles des cartes et des prêts aux PME, contrebalancée en partie par la hausse des pertes dans le portefeuille de crédit personnel.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 a diminué de

14 M\$, ou 3 %, par rapport à la période correspondante de 2006, surtout en raison des améliorations au portefeuille de crédit personnel, contrebalancées en partie par l'augmentation des pertes liées aux volumes dans le portefeuille des cartes et l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 90 M\$, ou 7 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 249 M\$, ou 7 %, pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 par rapport à la même période de 2006, principalement en raison de l'acquisition de FirstCaribbean.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 12 M\$, ou 1 %, comparativement au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des frais de communications.

Impôts sur les bénéfices

Le bond de 47 M\$, ou 33 %, des impôts sur les bénéfices par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 124 M\$ par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par les recouvrements d'impôts susmentionnés. La hausse du bénéfice pour le trimestre considéré a également contribué à l'augmentation des impôts sur les bénéfices.

Les impôts sur les bénéfices pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 ont chuté de 44 M\$, ou 9 %, en regard de la période correspondante de 2006, surtout en raison d'une augmentation de la proportion relative des bénéfices assujettis à des taux d'imposition moins élevés.

Participations sans contrôle

Les participations sans contrôle représentent la participation minoritaire dans FirstCaribbean.

Effectif permanent

L'effectif permanent comptait 3 901 employés de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de l'acquisition de FirstCaribbean et de la réaffectation des membres du personnel du Groupe Administration, Technologie et opérations.

Marchés mondiaux CIBC

Marchés mondiaux CIBC représente le secteur des services bancaires de gros et des services financiers aux entreprises de la CIBC et offre un éventail de produits de crédit et de produits des marchés financiers intégrés, des services bancaires d'investissement et des Services de banque d'affaires à ses clients sur les principaux marchés des capitaux en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Nous offrons des solutions en matière de capital et des services-conseils à un large éventail de secteurs de même que des recherches aux grandes entreprises, aux gouvernements et aux clients institutionnels que nous servons.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Revenus (BIE) ²					
Marchés financiers	28 \$	351 \$	325 \$	828 \$	1 050 \$
Services bancaires d'investissement et produits de crédit ²	328	247	217	779	573
Groupe Entreprises ³	127	121	126	369	369
Services de banque d'affaires	161	85	90	323	171
Divers	3	(24)	(22)	(26)	(53)
Total des revenus (BIE) ² (a)	647	780	736	2 273	2 110
Rajustement selon la BIE	65	54	59	181	147
Total des revenus (b)	582	726	677	2 092	1 963
(Recouvrement de) dotation à la provision pour pertes sur créances	(8)	4	(7)	(14)	(38)
Frais autres que d'intérêts (c)	384	524	518	1 459	1 556
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	206	198	166	647	445
Charge (économie) d'impôts	(56)	1	(25)	(22)	14
Participations sans contrôle	1	3	1	4	3
Bénéfice net (d)	261 \$	194 \$	190 \$	665 \$	428 \$
Coefficient d'efficacité (c/b)	66,0 %	72,2 %	76,5 %	69,8 %	79,3 %
Coefficient d'efficacité (BIE) ² (c/a)	59,3 %	67,1 %	70,4 %	64,2 %	73,7 %
Rendement des capitaux propres ²	51,7 %	36,8 %	39,1 %	43,3 %	29,5 %
Montant au titre du capital économique ² (e)	(64) \$	(67) \$	(62) \$	(195) \$	(186) \$
Bénéfice économique ² (d+e)	197 \$	127 \$	128 \$	470 \$	242 \$
Effectif permanent	2 339	2 353	2 252	2 339	2 252

- 1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.
- 2) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes au PCGR.
- 3) À compter du 1^{er} novembre 2006, tous les revenus de gestion de trésorerie qui étaient auparavant affectés aux produits bancaires d'investissement et de crédit ont été transférés rétroactivement au Groupe Entreprises.

Aperçu financier

Le bénéfice net a augmenté de 71 M\$, ou 37 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus ont décliné surtout en raison des pertes de 290 M\$ (190 M\$ après impôts) liées à l'évaluation à la valeur du marché, déduction faite des couvertures connexes, des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, contrebalancées en partie par la hausse des revenus de Services bancaires d'investissement et des produits de crédit et de Services de banque d'affaires. Les frais autres que d'intérêts ont diminué en raison de la reprise nette de 75 M\$ des provisions pour les questions judiciaires. Les impôts, pour leur part, ont reculé en raison de la diminution du taux d'imposition réel sur la reprise nette des provisions pour les questions judiciaires susmentionnée.

Le bénéfice net a augmenté de 67 M\$, ou 35 %, en regard du trimestre précédent. Les revenus et les frais autres que d'intérêts ont diminué pour les raisons susmentionnées. Les impôts sur les bénéfices ont diminué principalement en raison du recouvrement d'impôts de 48 M\$ et de la baisse du taux d'imposition réel sur la reprise nette des provisions pour les questions judiciaires susmentionnée.

Le bénéfice net pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 a fait un bond de 237 M\$, ou 55 %, en regard de la période correspondante de 2006. Les revenus se sont accrues surtout en raison de la hausse des revenus de Services bancaires d'investissement et des produits de crédit et de Services de banque d'affaires, neutralisée en partie par les pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation susmentionnées. Les frais autres que d'intérêts ont diminué en raison de la reprise nette susmentionnée des provisions pour les questions judiciaires. Les impôts, pour leur part, ont diminué en raison de la diminution du taux d'imposition réel sur la reprise nette des provisions pour les questions judiciaires susmentionnée.

Revenus

Les revenus ont chuté de 95 M\$, ou 14 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Marchés financiers ont baissé de 297 M\$, en raison des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation susmentionnées.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et des produits de crédit ont augmenté de 111 M\$, surtout en raison de la hausse des gains associés aux programmes de couverture de prêts aux entreprises, de la hausse des revenus de Services bancaires d'investissement aux États-Unis et au Canada, et de la hausse des revenus tirés d'une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidée.

Les revenus de Services de banque d'affaires ont augmenté de 71 M\$ en raison de l'augmentation des gains, déduction faite des baisses de valeur.

Les revenus du segment Divers ont connu une hausse de 25 M\$, surtout en raison du recul des frais d'intérêts sur les règlements à l'égard des impôts.

Les revenus ont fléchi de 144 M\$, ou 20 %, en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Marchés financiers ont diminué de 323 M\$, en raison des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation susmentionnées et de la baisse des revenus tirés des produits structurés en actions et en marchandises et des revenus tirés des émissions d'actions aux États-Unis et au Canada.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et des produits de crédit ont augmenté de 81 M\$, surtout en raison de la hausse des gains associés aux programmes de couverture de prêts aux entreprises, de la hausse des

revenus de Services bancaires d'investissement aux États-Unis et au Canada, et de la hausse des revenus tirés d'une EDDV consolidée. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la diminution des revenus tirés de notre entreprise de financement immobilier aux États-Unis, qui a conclu sa plus importante émission de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales au trimestre précédent.

Les revenus de Services de banque d'affaires ont augmenté de 76 M\$ en raison de la hausse des gains, déduction faite des baisses de valeur.

Les revenus du segment Divers ont progressé de 27 M\$, principalement en raison de la hausse des revenus de trésorerie répartis et du revenu d'intérêts sur les règlements à l'égard des impôts.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, les revenus ont augmenté de 129 M\$, ou 7 %, en regard de la même période de 2006.

Les revenus de Marchés financiers ont diminué de 222 M\$, en raison des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation susmentionnées et de la hausse des revenus tirés des produits structurés en actions et en marchandises et des revenus tirés des émissions d'actions au Canada.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et des produits de crédit ont augmenté de 206 M\$, surtout en raison de la hausse des gains associés aux programmes de couverture de prêts aux entreprises et de la hausse des revenus tirés d'une EDDV consolidée, des revenus de Services bancaires d'investissement et des revenus tirés de notre segment de financement immobilier aux États-Unis.

Les revenus de Services de banque d'affaires ont augmenté de 152 M\$ en raison de l'augmentation des gains, déduction faite des baisses de valeur.

Les revenus du segment Divers ont connu une hausse de 27 M\$, surtout en raison du recul des frais d'intérêts sur les règlements à l'égard des impôts.

(Recouvrement de) dotation à la provision pour pertes sur créances

Le recouvrement des pertes sur créances a totalisé 8 M\$ en regard d'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 4 M\$ au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par les reprises nettes du Groupe Entreprises et la hausse des recouvrements aux États-Unis.

Le recouvrement des pertes sur créances pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 a reculé de 24 M\$, ou 63 %, en regard la période correspondante de 2006, en raison de la hausse des recouvrements en Europe et de la diminution des pertes, déduction faite des recouvrements, du Groupe Entreprises, qui ont été plus que contrebalancées par l'augmentation des pertes, déduction faite des recouvrements, aux États-Unis.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 134 M\$, ou 26 %, en comparaison du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 140 M\$, ou 27 %, en regard du trimestre précédent, en raison surtout de la reprise nette des provisions pour les questions judiciaires susmentionnée et de la baisse de rémunération liée au rendement.

Les frais autres que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 ont diminué de 97 M\$, ou 6 %, en regard de la période correspondante de 2006, surtout en raison de la reprise nette des provisions pour les questions judiciaires susmentionnée.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices se sont accrus de 31 M\$ par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution du taux d'imposition sur la reprise nette des provisions pour les questions judiciaires susmentionnée.

Les impôts sur les bénéfices ont totalisé 56 M\$, comparativement à une charge d'impôts de 1 M\$ au trimestre précédent, principalement en raison du recouvrement d'impôts et de la diminution du taux d'imposition réel sur la reprise nette des provisions pour les questions judiciaires susmentionnée.

Les impôts sur les bénéfices pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 ont totalisé 22 M\$, comparativement à une charge d'impôts de 14 M\$ pour la période correspondante de 2006, surtout en raison de la diminution du taux d'imposition réel sur la reprise nette des provisions pour les questions judiciaires susmentionnée.

Effectif permanent

L'effectif permanent comptait 87 employés de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la réaffectation des membres du personnel du Groupe Administration, Technologie et opérations au Groupe Entreprises.

Siège social et autres

Le groupe **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, ainsi que Gestion du risque qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC, ainsi que les coentreprises CIBC Mellon, et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan, notamment la provision générale, non directement attribuables aux secteurs d'activité. La provision générale applicable à FirstCaribbean est déterminée localement et est affectée à Marchés de détail CIBC. Les revenus et frais des groupes fonctionnels sont généralement répartis entre les secteurs d'activité.

Au cours du trimestre, nous avons transféré la fonction Trésorerie du Groupe Trésorerie et Gestion du risque (TGR) au Groupe Finance. Le Groupe Trésorerie et Gestion du risque a par la suite été renommé Gestion du risque.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Total des revenus	138 \$	135 \$	111 \$	429 \$	417 \$
Recouvrement de pertes sur créances	-	(20)	-	(20)	(25)
Frais autres que d'intérêts	94	99	114	297	307
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	44	56	(3)	152	135
Impôts sur les bénéfices	25	26	9	73	67
Participations sans contrôle	-	-	3	-	26
Bénéfice net (perte nette)	19 \$	30 \$	(15) \$	79 \$	42 \$
Effectif permanent	10 878	10 869	11 332	10 878	11 332

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

Le bénéfice net s'est établi à 19 M\$ comparativement à une perte nette de 15 M\$ au même trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison d'une hausse des revenus de trésorerie et d'une baisse des coûts de soutien non répartis.

Le bénéfice net a reculé de 11 M\$, ou 37 %, en regard du trimestre précédent, principalement en raison de la reprise de la provision générale pour pertes sur créances au trimestre précédent, contrebalancée en partie par la hausse des bénéfices des coentreprises CIBC Mellon et la baisse des coûts de soutien non répartis.

Le bénéfice net pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 a augmenté de 37 M\$, ou 88 %, par rapport à la période correspondante de 2006, surtout en raison de la hausse des revenus de trésorerie et des coentreprises CIBC Mellon et de la baisse des charges de projet, contrebalancées en partie par l'augmentation des coûts de soutien non répartis.

Revenus

Les revenus ont fait un bond de 27 M\$, ou 24 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des revenus de trésorerie et des coentreprises CIBC Mellon.

Les revenus pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 se sont accrus de 12 M\$, ou 3 %, par rapport à la même période de 2006, surtout à cause de la hausse des revenus de trésorerie et des coentreprises CIBC Mellon. La période correspondante de l'exercice précédent comprenait des revenus de change de 47 M\$ liés au rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos activités étrangères autres qu'américaines et des revenus tirés d'une EDDV qui a fait l'objet d'une déconsolidation au 31 juillet 2006.

Recouvrement de pertes sur créances

La période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007 incluait une reprise de 20 M\$ de la provision générale pour pertes sur créances en regard de 25 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 20 M\$, ou 18 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des coûts de soutien non répartis.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 10 M\$, ou 3 %, en comparaison de la même période de 2006, essentiellement en raison de la baisse des charges de projet, contrebalancée en partie par la hausse des coûts de soutien non répartis.

Impôts sur les bénéfices

La hausse de 16 M\$ des impôts sur les bénéfices par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique surtout par l'augmentation des bénéfices.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 6 M\$, ou 9 %, en comparaison avec la même période de 2006, surtout à cause de la hausse des bénéfices assujettis aux impôts. La période correspondante de l'exercice précédent incluait une charge d'impôts de 47 M\$ liée au rapatriement susmentionné.

Participations sans contrôle

Les participations sans contrôle pour le troisième trimestre de 2006 et les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 représentent la participation minoritaire dans une EDDV consolidée. L'EDDV a été déconsolidée au 31 juillet 2006.

Effectif permanent

L'effectif permanent comptait 454 employés de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la réduction de certaines fonctions de soutien aux opérations et de la réaffectation des membres du personnel aux groupes fonctionnels. Ces diminutions ont été en partie contrebalancées par la mutation de membres du personnel d'un fournisseur de services externe par suite du rapatriement à la CIBC des services de soutien des ordinateurs de bureau et des services connexes de gestion de réseaux.

Gestion du risque

Notre approche à l'égard de la gestion du risque et des sources de financement est sensiblement la même que celle décrite aux pages 53 à 66 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

Gestion du risque de crédit

RENDEMENT DE LA QUALITÉ DU CRÉDIT		
	31 juillet 2007	31 oct. 2006
En millions de dollars, au		
Prêts douteux bruts		
Prêts à la consommation	526 \$	386 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	397	244
Total des prêts douteux bruts	923 \$	630 \$
Provision pour pertes sur créances		
Prêts à la consommation	367 \$	363 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	241	181
Provision spécifique	608	544
Provision générale	892	900
Total de la provision pour pertes sur créances	1 500 \$	1 444 \$

Depuis le 31 octobre 2006, les prêts douteux bruts ont augmenté de 293 M\$, ou 47 %. Les prêts douteux bruts à la consommation ont fait un bond de 140 M\$, ou 36 %. Les prêts douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements ont augmenté de 153 M\$, ou 63 %. Le total des prêts douteux bruts a diminué de 20 M\$ au Canada et a augmenté de 14 M\$ aux États-Unis et de 299 M\$ dans les autres pays. L'augmentation générale des prêts douteux bruts a principalement découlé de l'acquisition de FirstCaribbean.

Depuis le 31 octobre 2006, la provision pour pertes sur créances a augmenté de 56 M\$, ou 4 %. La provision spécifique s'est accrue de 64 M\$, ou 12 %, par rapport à la fin de l'exercice, principalement en raison de l'acquisition de FirstCaribbean. Cet accroissement a été en partie contrebalancé par une réduction de la provision spécifique du reste du portefeuille des prêts. La provision générale a totalisé 892 M\$, soit une diminution de 8 M\$ par rapport à la fin de l'exercice. La reprise sur la provision générale de 26 M\$ et un transfert de 5 M\$ à la provision spécifique relative au portefeuille de prêts étudiants ont été en grande partie contrebalancés par l'acquisition de FirstCaribbean.

Pour plus de précisions sur la provision pour pertes sur créances, voir la section Revue de l'état des résultats consolidé.

Gestion du risque de marché

Activités de négociation

Le tableau suivant montre la valeur à risque (VAR) par catégorie de risque pour l'ensemble des activités de négociation de la CIBC. Le risque moyen total a diminué par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse du risque lié aux actions et de la plus grande diversification de portefeuille, contrebalancée en partie par la hausse du risque d'écart de taux. Le risque d'écart de taux a augmenté au cours du trimestre principalement en raison de la hausse du risque d'écart de taux lié au crédit structuré.

Les revenus de négociation (BIE)^A ont été positifs pendant 66 % des jours du trimestre et 79 % des jours pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007. Les pertes découlant des activités de négociation ont dépassé la VAR pendant trois jours au cours du trimestre, en raison des pertes sur crédit structuré, pertes qui sont périodiquement liées à l'évaluation à la valeur du marché.

En millions de dollars	VAR PAR CATÉGORIE DE RISQUE – PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION								Pour les neuf mois terminés le	
	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le								31 juillet 2007	31 juillet 2006
	Haut	Bas	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	8,7 \$	4,6 \$	8,4 \$	7,2 \$	7,5 \$	7,0 \$	7,1 \$	7,3 \$	7,1 \$	5,8 \$
Risque d'écart de taux	12,4	4,5	11,4	6,9	4,7	3,9	5,5	5,3	4,8	4,9
Risque lié aux actions	6,3	4,0	4,3	5,3	5,8	5,9	4,6	6,1	5,9	6,1
Risque de change	1,2	0,1	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3
Risque lié aux marchandises	2,3	1,0	1,2	1,3	1,0	1,4	2,2	1,9	1,4	1,7
Effet de diversification ¹	négl. ²	négl. ²	(14,8)	(11,3)	(9,7)	(9,5)	(10,4)	(10,6)	(10,2)	(9,4)
Risque total	12,4 \$	8,1 \$	10,9 \$	9,9 \$	9,7 \$	9,2 \$	9,4 \$	10,3 \$	9,4 \$	9,4 \$

- 1) La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.
 2) Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

A) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR, à la page 37 de notre Reddition de comptes annuelle 2006.

Activités autres que de négociation

Le tableau suivant fait état de l'incidence d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 points de base des taux d'intérêt sur une période de 12 mois, après rajustement pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs.

SENSIBILITÉ AUX TAUX D'INTÉRÊT – ACTIVITÉS AUTRES QUE DE NÉGOCIATION (APRÈS IMPÔTS)	31 juillet	30 avril	31 juillet
En millions de dollars, au	2007	2007	2006
Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt			
Incidence sur le revenu net d'intérêts	30 \$	22 \$	34 \$
Incidence sur les capitaux propres ¹	205	292	183
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt			
Incidence sur le revenu net d'intérêts	(99) \$	(95) \$	(70) \$
Incidence sur les capitaux propres ¹	(278)	(326)	(183)

1) Mesurée selon la valeur actualisée.

Gestion du risque d'illiquidité

Conformément aux stratégies de réduction du risque d'illiquidité, nous continuons à obtenir du financement à terme dans les marchés de gros auprès de nombreux clients et dans des régions variées en empruntant avec divers moyens de financement parmi une gamme d'échéances.

Les dépôts de particuliers de base demeurent la principale source d'un financement de détail fiable. Au 31 juillet 2007, les dépôts de particuliers en dollars canadiens totalisaient 83,0 G\$ (77,4 G\$ au 31 octobre 2006).

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité incluent le maintien de la diversification adéquate des sources du financement de gros, la titrisation des créances, l'émission d'actions et de titres secondaires et le maintien de blocs distincts d'actifs hautement liquides pouvant être vendus ou donnés en garantie pour nous assurer une source immédiate de fonds.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos actifs liquides :

	31 juillet	31 oct.
En milliards de dollars, au	2007	2006
Encaisse	1,0 \$	0,9 \$
Dépôts auprès d'autres banques	15,9	10,9
Valeurs mobilières ¹	67,1	66,8
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	35,1	25,4
	119,1 \$	104,0 \$

1) Comprend les valeurs disponibles à la vente (valeurs de comptes de placement en 2006) et les valeurs désignées à leur juste valeur dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins, et les valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des activités, certains actifs sont cédés en garantie dans le cadre de la gestion des garanties, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 31 juillet 2007, ces actifs atteignaient 26,0 G\$ (25,5 G\$ au 31 octobre 2006).

Gestion des sources de financement

Fonds propres réglementaires

Nous gérons le capital conformément aux politiques établies par le conseil et au plan de financement annuel approuvé par celui-ci.

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières, Canada (BSIF).

En millions de dollars, au	31 juillet	31 oct.
	2007	2006
Fonds propres de première catégorie	12 082 \$	11 935 \$
Total des fonds propres réglementaires	17 163	16 583
Actif pondéré en fonction du risque	125 030	114 780
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,7 %	10,4 %
Ratio du total des fonds propres	13,7 %	14,5 %
Ratio actif – fonds propres	19,4 x	18,0 x

Depuis la fin de l'exercice, le ratio des fonds propres de première catégorie a diminué de 0,7 %, surtout en raison de l'augmentation des actifs pondérés en fonction du risque et de l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de FirstCaribbean. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'augmentation des bénéfices non répartis consolidés et la participation minoritaire dans FirstCaribbean.

Depuis la fin de l'exercice, le ratio du total des fonds propres a diminué de 0,8 %, surtout en raison des facteurs susmentionnés et de la réduction des titres secondaires pouvant être inclus dans les fonds propres de deuxième catégorie.

Activités importantes de gestion du capital

Le tableau suivant offre un sommaire des principales activités de gestion de capital :

En millions de dollars	Pour les trois	Pour les neuf
	mois terminés le	mois terminés le
	31 juillet 2007	31 juillet 2007
Émission d'actions privilégiées de catégorie A	-	\$ 750
Remboursement d'actions privilégiées de catégorie A	416 ¹	832 ¹
Émissions d'actions ordinaires (options exercées)	15	86
Achat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	306 ²	306 ²
Émission de titres secondaires	292	292
Dividendes		
Actions privilégiées – classées à titre de capitaux propres	36	109
Actions privilégiées – classées à titre de passif	7	23
Actions ordinaires	258	752

1) Comprend une prime de 16 M\$ (32 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007) pour le remboursement d'actions privilégiées.

2) Comprend une prime de 277 M\$ pour l'achat d'actions ordinaires.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 30 avril 2007, la Bourse de Toronto a accepté notre avis d'intention de lancer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Les achats en vertu de l'offre de rachat ont commencé le 2 mai 2007 et prendront fin au plus tôt à la date où tous les rachats en vertu de l'offre seront terminés ou le 31 octobre 2007. Aux termes de cette offre de rachat, nous pouvons racheter, de temps à autre, à des fins d'annulation, jusqu'à 10 millions d'actions ordinaires.

Les actions ordinaires achetées au cours du trimestre figurent dans le tableau ci-dessus.

Dividendes

Au cours du deuxième trimestre de 2007, nous avons accru notre dividende trimestriel sur actions ordinaires de 0,70 \$ l'action à 0,77 \$ l'action. Après la fin du trimestre, le 30 août 2007, nous avons annoncé une augmentation de notre dividende trimestriel sur actions ordinaires de 13 %, ou 10 cents l'action (le portant à 87 cents l'action).

Arrangements hors bilan et obligations contractuelles

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des EDDV, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 67 à 69 de la Reddition de comptes annuelle 2006. Pour de l'information additionnelle sur les opérations de titrisation et les garanties, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires. Il n'y a pas eu d'autres changements importants aux arrangements hors bilan au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 31 juillet 2007.

Obligations contractuelles

Les précisions sur nos obligations contractuelles figurent à la page 69 de la Reddition de compte annuelle 2006.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons modifié un contrat sur les technologies de l'information avec un fournisseur de service indépendant afin de prolonger un engagement existant de trois ans et de le faire passer à sept ans, augmentant ainsi les obligations d'achat d'environ 600 M\$ jusqu'en 2013. Il n'y pas eu de changements importants aux obligations contractuelles dans le cours normal des affaires.

Conventions comptables critiques et estimations

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2006.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Des changements importants ont été apportés aux conventions comptables le 1^{er} novembre 2006 relativement aux normes visant les instruments financiers tel qu'il est décrit ci-après. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et estimations comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 70 à 73 de la Reddition de comptes annuelle 2006.

Modifications de conventions comptables

Instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les chapitres 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865, «Couvertures» (y compris les modifications aux dispositions transitoires ratifiées par

l'ICCA le 15 décembre 2006 sous la forme d'un avis du Conseil), 1530, «Résultat étendu», et 3251, «Capitaux propres», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA).

Les normes exigent que tous les actifs financiers soient classés comme détenus à des fins de transaction, désignés à la juste valeur, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance ou prêts et créances. En outre, les normes prévoient que tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, soient évalués à leur juste valeur, à l'exception des prêts, des créances et des titres de créance classés comme devant être détenus jusqu'à leur échéance, et des titres disponibles à la vente qui n'ont pas de cours sur un marché actif. Tous les passifs financiers doivent être comptabilisés au coût après amortissement, exception faite des dérivés et des autres passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction ou désignés à la juste valeur, qui doivent être comptabilisés à la juste valeur. Au besoin, ces normes ont été appliquées à titre d'ajustement aux bénéfices non répartis et aux autres éléments du résultat étendu d'ouverture. Par conséquent, les bénéfices non répartis ont diminué de 50 M\$ et les autres éléments du résultat étendu ont augmenté de 123 M\$, à l'exception de l'incidence du reclassement du solde d'ouverture de l'écart de conversion aux autres éléments du résultat étendu. Les soldes des périodes précédentes n'ont pas été retraités.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Modifications comptables futures

Baux adossés

En juillet 2006, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le FASB Staff Position (FSP) FAS 13-2, «Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction», qui modifie le SFAS 13, «Accounting for Leases», dont certains aspects sont intégrés à l'abrégé 46 du CPN, «Baux adossés», de l'ICCA. Le FSP entrera en vigueur pour la CIBC le 1^{er} novembre 2007.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la page 130 de la Reddition de comptes annuelle 2006.

Informations à fournir concernant le capital

En décembre 2006, l'ICCA a publié le chapitre 1535, «Informations à fournir concernant le capital», en vertu duquel une entité doit divulguer les objectifs, les politiques et les procédures de gestion de son capital. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour la CIBC le 1^{er} novembre 2007.

Instruments financiers

En décembre 2006, l'ICCA a publié deux nouveaux chapitres, soit le chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», et le chapitre 3863, «Instruments financiers – présentation». Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour la CIBC le 1^{er} novembre 2007.

Ces chapitres remplacent le chapitre 3861, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation». Ces nouveaux chapitres augmentent les exigences en matière d'information sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont l'entité gère ses risques.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 31 juillet 2007, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 31 juillet 2007, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification standardisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 37 de la Reddition de comptes annuelle 2006.

Au premier trimestre de 2007, nous avons mis en place des mesures de comptabilité de caisse comprenant le résultat de base par action et le résultat dilué par action ainsi que le coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse). Les mesures de comptabilité de caisse sont calculées par l'ajustement de l'amortissement des autres actifs incorporels au bénéfice net et aux charges autres que d'intérêts. La direction est d'avis que ces mesures permettent une évaluation uniforme, ce qui pourrait permettre aux utilisateurs de notre information financière d'effectuer des comparaisons plus facilement.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures qui le sont :

En millions de dollars		Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
		31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Revenu net d'intérêts		1 180 \$	1 079 \$	1 121 \$	3 318 \$	3 305 \$
Revenu autre que d'intérêts		1 799	1 971	1 705	5 802	5 156
Total des revenus présenté selon les états financiers	A	2 979	3 050	2 826	9 120	8 461
Rajustement selon la BIE	B	65	54	59	181	147
Total des revenus (BIE) ¹	C	3 044 \$	3 104 \$	2 885 \$	9 301 \$	8 608 \$
Frais autres que d'intérêts présentés selon les états financiers	D	1 819 \$	1 976 \$	1 883 \$	5 738 \$	5 596 \$
Moins : amortissement des autres actifs incorporels		11	12	7	28	21
Comptabilité de caisse – frais autres que d'intérêts	E	1 808 \$	1 964 \$	1 876 \$	5 710 \$	5 575 \$
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle présentés selon les états financiers	F	998 \$	908 \$	791 \$	2 911 \$	2 409 \$
Rajustement selon la BIE	B	65	54	59	181	147
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôles (BIE) ¹	G	1 063 \$	962 \$	850 \$	3 092 \$	2 556 \$
Impôts sur les bénéfices présentés selon les états financiers	H	157 \$	91 \$	125 \$	479 \$	553 \$
Rajustement de la BIE	B	65	54	59	181	147
Recouvrements d'impôts sur les bénéfices	I	48	80	72	128	107
Autres rajustements fiscaux	J	21	11	(10)	32	(10)
Impôts sur les bénéfices rajustés ¹	K	291 \$	236 \$	246 \$	820 \$	797 \$
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	L	783 \$	772 \$	629 \$	2 271 \$	1 728 \$
Ajouter : effet après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels		8	9	5	21	15
Comptabilité de caisse – bénéfice net applicable aux actions ordinaires ¹	M	791 \$	781 \$	634 \$	2 292 \$	1 743 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base (en milliers)	N	335 755	337 320	335 513	336 511	335 004
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées (en milliers)	O	338 691	340 613	338 461	339 739	338 233
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE) ¹	E/C	59,4 %	63,2 %	65,0 %	61,4 %	64,8 %
Taux d'imposition réel déclaré (BIE) ¹	(H+B)/G	20,9 %	15,1 %	21,6 %	21,3 %	27,4 %
Taux d'imposition réel rajusté ¹	(H+I+J)/F	22,6 %	20,0 %	23,6 %	22,0 %	27,0 %
Taux d'imposition réel rajusté (BIE) ¹	K/G	27,4 %	24,5 %	28,9 %	26,5 %	31,2 %
Comptabilité de caisse – résultat de base par action ¹	M/N	2,36 \$	2,32 \$	1,89 \$	6,81 \$	5,20 \$
Comptabilité de caisse – résultat dilué par action ¹	M/O	2,34 \$	2,29 \$	1,87 \$	6,75 \$	5,15 \$

1) Mesures non conformes aux PCGR.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA CIBC

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juill. 2007	30 avril 2007	31 juill. 2006	31 juill. 2007	31 juill. 2006
Intérêts créditeurs					
Prêts	2 501 \$	2 350 \$	2 206 \$	7 155 \$	6 247 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	596	499	402	1 567	1 101
Valeurs mobilières	755	719	707	2 236	1 967
Dépôts auprès d'autres banques	212	200	115	585	300
	4 064	3 768	3 430	11 543	9 615
Intérêts débiteurs					
Dépôts	2 003	1 928	1 591	5 834	4 363
Autres passifs	798	678	633	2 141	1 702
Titres secondaires	76	75	78	227	222
Passif au titre des actions privilégiées	7	8	7	23	23
	2 884	2 689	2 309	8 225	6 310
Revenu net d'intérêts	1 180	1 079	1 121	3 318	3 305
Revenu autre que d'intérêts					
Honoraires de prise ferme et honoraires de consultation	192	178	137	555	454
Frais sur les dépôts et les paiements	205	193	201	591	583
Commissions sur crédit	77	82	77	228	227
Honoraires d'administration de cartes	68	60	61	198	177
Honoraires de gestion de placements et de garde	136	130	120	396	352
Revenu tiré des fonds communs de placement	226	216	201	654	596
Revenu tiré des assurances, déduction faite des réclamations	55	62	63	175	167
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	224	226	204	679	663
Revenu de négociation (note 8)	35	296	275	706	844
Pertes sur valeurs du compte de placement, montant net	s.o.	s.o.	51	s.o.	44
Gains nets réalisés sur valeurs disponibles à la vente	137	119	s.o.	388	s.o.
Revenus tirés des instruments financiers désignés à la juste valeur et couvertures économiques désignées (note 9)	45	59	s.o.	147	s.o.
Revenu tiré des actifs titrisés	121	136	113	386	358
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	105	101	70	290	238
Divers	173	113	132	409	453
	1 799	1 971	1 705	5 802	5 156
Total des revenus	2 979	3 050	2 826	9 120	8 461
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	162	166	152	471	456
Frais autres que d'intérêt					
Salaires et avantages sociaux	1 100	1 126	1 090	3 386	3 224
Frais d'occupation	152	152	136	454	426
Matériel informatique et matériel de bureau	279	279	278	821	825
Communications	77	88	74	236	224
Publicité et expansion des affaires	59	66	53	175	154
Honoraires	45	43	35	127	120
Taxes d'affaires et impôts et taxes sur le capital	31	34	33	100	99
Divers	76	188	184	439	524
	1 819	1 976	1 883	5 738	5 596
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	998	908	791	2 911	2 409
Charge d'impôts	157	91	125	479	553
	841	817	666	2 432	1 856
Participations sans contrôle	6	10	4	20	29
Bénéfice net	835 \$	807 \$	662 \$	2 412 \$	1 827 \$
Résultat par action (en dollars) (note 11)					
– de base	2,33 \$	2,29 \$	1,88 \$	6,75 \$	5,16 \$
– dilué	2,31 \$	2,27 \$	1,86 \$	6,69 \$	5,11 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,77 \$	0,77 \$	0,70 \$	2,24 \$	2,06 \$

s.o. Sans objet. Depuis le 1^{er} novembre 2006, de nouvelles catégories comptables ont été créées en vertu de l'adoption des chapitres 3855, 3865, 1530 et 3251 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*. Ces chapitres ont été adoptés prospectivement sans retraitement de l'information de la période précédente. Pour plus de précisions, voir la note 1.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

BILAN CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars, aux	31 juill. 2007	31 oct. 2006
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 337 \$	1 317 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	15 606	10 536
Valeurs mobilières		
Compte de négociation (note 8)	63 452	62 331
Disponibles à la vente	14 120	s.o.
Valeurs désignées à leur juste valeur (note 9)	7 628	s.o.
Compte de placement	s.o.	21 167
	85 200	83 498
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	35 084	25 432
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	90 582	81 358
Particuliers	29 136	28 052
Cartes de crédit	8 442	7 253
Entreprises et gouvernements (notes 8 et 9)	33 478	30 404
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 499)	(1 442)
	160 139	145 625
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande (note 7)	20 424	17 122
Engagements de clients en vertu d'acceptations	7 689	6 291
Terrains, bâtiments et matériel	2 082	2 032
Écart d'acquisition	1 964	982
Autres actifs incorporels	446	192
Autres actifs	8 910	10 957
	41 515	37 576
	338 881 \$	303 984 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	91 615 \$	81 829 \$
Entreprises et gouvernements (note 9)	122 346	107 468
Banques (note 9)	16 247	13 594
	230 208	202 891
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande (note 7)	19 435	17 330
Acceptations	7 689	6 297
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert (notes 8 et 9)	14 035	13 788
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	34 044	30 433
Autres passifs	13 154	14 716
	88 357	82 564
Titres secondaires	6 171	5 595
Passif au titres des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	156	12
Capitaux propres		
Actions privilégiées	2 331	2 381
Actions ordinaires	3 121	3 064
Actions autodétenues	(11)	(19)
Surplus d'apport	85	70
Écart de conversion	s.o.	(442)
Bénéfices non répartis	8 450	7 268
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 6)	(587)	s.o.
	13 389	12 322
	338 881 \$	303 984 \$

s.o. Sans objet. Pour plus de précisions, voir l'état des résultats consolidé.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juill.	30 avril	31 juill.	31 juill.	31 juill.
	2 007	2 007	2 006	2 007	2 006
Actions privilégiées					
Solde au début de la période	2 731 \$	2 431 \$	2 381 \$	2 381 \$	2 381 \$
Émission d'actions privilégiées	-	300	-	750	-
Rachat d'actions privilégiées	(400)	-	-	(800)	-
Solde à la fin de la période	2 331 \$	2 731 \$	2 381 \$	2 331 \$	2 381 \$
Actions ordinaires					
Solde au début de la période	3 135 \$	3 114 \$	3 031 \$	3 064 \$	2 952 \$
Émission d'actions ordinaires	15	21	6	86	85
Achat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	(29)	-	-	(29)	-
Solde à la fin de la période	3 121 \$	3 135 \$	3 037 \$	3 121 \$	3 037 \$
Actions autodétenues					
Solde au début de la période	(4) \$	(1) \$	(4) \$	(19) \$	- \$
Achats	(2 045)	(1 213)	(588)	(4 614)	(2 658)
Ventes	2 038	1 210	568	4 622	2 634
Solde à la fin de la période	(11) \$	(4) \$	(24) \$	(11) \$	(24) \$
Surplus d'apport					
Solde au début de la période	76 \$	74 \$	53 \$	70 \$	58 \$
Charge au titre des options sur actions	2	1	1	5	4
Options sur actions exercées	(2)	(1)	-	(7)	(8)
Prime nette sur les actions autodétenues	-	2	13	8	13
Divers	9	-	-	9	-
Solde à la fin de la période	85 \$	76 \$	67 \$	85 \$	67 \$
Écart de conversion					
Solde au début de la période	- \$	- \$	(466) \$	(442) \$	(327) \$
Ajustement transitoire en vertu de l'adoption de nouvelles conventions comptables ¹	-	-	-	442	-
Pertes de change découlant d'investissements dans les filiales et autres	s.o.	s.o.	182	s.o.	(572)
Gains de change découlant d'opérations de couverture	s.o.	s.o.	(199)	s.o.	708
Charge d'impôts	s.o.	s.o.	68	s.o.	(224)
Solde à la fin de la période	- \$	- \$	(415) \$	- \$	(415) \$
Bénéfices non répartis					
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	8 200 \$	7 693 \$	6 315 \$	7 268 \$	5 667 \$
Ajustement transitoire en vertu de l'adoption de nouvelles conventions comptables ¹	-	-	-	(50)	-
Solde au début de la période, après retraitement	8 200 \$	7 693 \$	6 315 \$	7 218 \$	5 667 \$
Bénéfice net	835	807	662	2 412	1 827
Dividendes					
Actions privilégiées	(36)	(35)	(33)	(109)	(99)
Actions ordinaires	(258)	(259)	(234)	(752)	(690)
Prime de rachat d'actions privilégiées (classées à titre de capitaux propres)	(16)	-	-	(32)	-
Prime de rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	(277)	-	-	(277)	-
Divers	2	(6)	2	(10)	7
Solde à la fin de la période	8 450 \$	8 200 \$	6 712 \$	8 450 \$	6 712 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts (note 6)					
Solde au début de la période	(382) \$	(144) \$	s.o.	s.o.	s.o.
Ajustement transitoire en vertu de l'adoption de nouvelles conventions comptables ¹	-	-	s.o.	(319)	s.o.
Autres éléments du résultat étendu	(205)	(238)	s.o.	(268)	s.o.
Solde à la fin de la période	(587) \$	(382) \$	s.o.	(587) \$	s.o.
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	7 863 \$	7 818 \$	6 712 \$	7 863 \$	6 712 \$
Capitaux propres à la fin de la période	13 389 \$	13 756 \$	11 758 \$	13 389 \$	11 758 \$

1) Représente l'ajustement transitoire par suite de l'adoption des chapitres 3855, 3865, 1530 et 3251 du *Manuel de l'ICCA*. Pour plus de précisions, voir la note 1.
s.o. Sans objet. Pour plus de précisions, voir l'état des résultats consolidé.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés		Pour les neuf mois terminés
	31 juill. 2007	30 avril 2007	31 juill. 2007
Bénéfice net	835 \$	807 \$	2 412 \$
Autres éléments du résultat étendu – (perte) bénéfique, déduction faite des impôts			
Écart de conversion			
Pertes nettes sur investissements dans des établissements étrangers autonomes ¹	(719)	(1 089)	(1 003)
Gains nets sur opérations de couverture de risque de change ²	549	840	786
	(170)	(249)	(217)
Variation nette des valeurs disponibles à la vente			
Gains latents (pertes latentes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net ³	(43)	74	(12)
Reclassement de gains nets (pertes nettes) en résultat net ⁴	(17)	1	(44)
	(60)	75	(56)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie			
Pertes nettes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie ⁵	(31)	(55)	(13)
Gains nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net ⁶	56	(9)	18
	25	(64)	5
Total des autres éléments du résultat étendu – perte ⁷	(205)	(238)	(268)
Résultat étendu	630 \$	569 \$	2 144 \$

1) Déduction faite d'une économie d'impôts de 2 M\$ pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007.

2) Déduction faite d'une économie (charge) d'impôts de (275) M\$ et (387) M\$ respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007.

3) Déduction faite d'une économie d'impôts de 27 M\$ et 4 M\$ respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007.

4) Déduction faite d'une économie (charge) d'impôts de (9) M\$ et (24) M\$ respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007.

5) Déduction faite d'une économie d'impôts de 16 M\$ et 6 M\$ respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007.

6) Déduction faite d'une économie d'impôts de 30 M\$ et 9 M\$ respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007.

7) Comprend une participation sans contrôle de néant et 1 M\$ respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juill. 2007	30 avril 2007	31 juill. 2006	31 juill. 2007	31 juill. 2006
Flux de trésorerie d'exploitation					
Bénéfice net	835 \$	807 \$	662 \$	2 412 \$	1 827 \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net des flux de trésorerie d'exploitation :					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	162	166	152	471	456
Amortissement des bâtiments, du matériel, du mobilier et des améliorations locatives	52	59	50	164	155
Amortissement des autres actifs incorporels	11	12	7	28	21
Rémunération à base d'actions	(3)	(2)	(6)	13	15
Impôts futurs	91	51	23	205	193
Gains réalisés sur valeurs du compte de placement, montant net	s.o.	s.o.	(51)	s.o.	(44)
Gains nets réalisés sur valeurs disponibles à la vente	(137)	(119)	s.o.	(388)	s.o.
Gains à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	-	-	-	(1)
Autres éléments hors caisse, montant net	119	(11)	-	158	-
Variations des actifs et des passifs d'exploitation					
Intérêts courus à recevoir	(5)	74	(6)	(37)	(111)
Intérêts courus à payer	118	29	20	(327)	233
Montants à recevoir sur contrats dérivés	(3 033)	450	1 191	(2 987)	2 912
Montants à payer sur contrats dérivés	2 214	629	(1 446)	1 885	(2 883)
Variation nette des valeurs du compte de négociation	(48)	4 709	(1 496)	423	(6 816)
Variation nette des valeurs désignées à leur juste valeur	(1 496)	837	s.o.	(1 288)	s.o.
Variation nette des autres actifs et passifs désignés à leur juste valeur	-	1 194	s.o.	1 381	s.o.
Impôts exigibles	16	(457)	24	(818)	297
Divers, montant net	(510)	1 325	(1 025)	(927)	(2 880)
	(1 614)	9 753	(1 901)	368	(6 626)
Flux de trésorerie de financement					
Dépôts, déduction faite des retraits	9 937	(3 619)	6 512	11 872	7 281
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	(236)	(14)	(3 860)	(319)	(747)
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat, montant net	2 272	2 517	3 210	3 611	10 567
Émission de titres secondaires	288	59	-	347	1 300
Remboursement de titres secondaires	-	-	(20)	-	(520)
Émission d'actions privilégiées	-	300	-	750	-
Rachat d'actions privilégiées	(416)	-	-	(832)	-
Émission d'actions ordinaires	15	21	6	86	85
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(306)	-	-	(306)	-
Produit net tiré des actions autodétenues (achetées) vendues	(7)	(3)	(20)	8	(24)
Dividendes	(294)	(294)	(267)	(861)	(789)
Divers, montant net	(555)	(154)	385	(356)	240
	10 698	(1 187)	5 946	14 000	17 393
Flux de trésorerie d'investissement					
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(872)	1 020	(297)	(2 346)	417
Prêts, déduction faite des remboursements	(6 140)	(5 976)	(5 466)	(10 821)	(7 412)
Produit des titrisations	1 581	1 698	2 705	5 816	6 599
Valeurs du compte de placement					
Achat de valeurs	s.o.	s.o.	(3 694)	s.o.	(13 089)
Produit de la vente de valeurs	s.o.	s.o.	1 229	s.o.	3 770
Produit à l'échéance de valeurs	s.o.	s.o.	772	s.o.	2 309
Valeurs disponibles à la vente					
Achat de valeurs	(1 484)	(2 618)	s.o.	(5 889)	s.o.
Produit de la vente de valeurs	1 453	3 353	s.o.	6 268	s.o.
Produit à l'échéance de valeurs	182	986	s.o.	3 564	s.o.
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente, montant net	(4 168)	(6 948)	82	(9 652)	(3 126)
Sorties nettes liées à l'acquisition ¹	-	(262)	-	(1 040)	(75)
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	-	-	(53)	(233)	(59)
Produit de la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	-	-	-	7
	(9 448)	(8 747)	(4 722)	(14 333)	(10 659)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(6)	(50)	8	(15)	(14)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	(370)	(231)	(669)	20	94
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	1 707	1 938	2 073	1 317	1 310
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période	1 337 \$	1 707 \$	1 404 \$	1 337 \$	1 404 \$
Intérêts versés au comptant	2 766 \$	2 660 \$	2 289 \$	8 552 \$	6 077 \$
Impôts sur les bénéfices payés au comptant	50 \$	496 \$	77 \$	1 091 \$	62 \$

1) Se rapporte principalement à l'acquisition de FirstCaribbean International Bank et à l'acquisition de la part restante de la participation sans contrôle dans INTRIA Items Inc. s.o. Sans objet. Pour plus de précisions, voir l'état des résultats consolidé.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la «CIBC») ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, sauf dans les cas décrits ci-après. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, figurant aux pages 80 à 130 de la Reddition de comptes annuelle 2006.

Au cours du premier trimestre de 2007, nous avons revu notre présentation de certains postes de revenu et de frais des périodes précédentes pour mieux refléter la nature de ces postes. Ainsi, certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour le premier trimestre de 2007.

1. Modification des conventions comptables

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les chapitres 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865, «Couvertures» (y compris les modifications aux dispositions transitoires ratifiées par l'ICCA le 15 décembre 2006 sous la forme d'un avis du Conseil), 1530, «Résultat étendu», et 3251, «Capitaux propres», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA).

Les normes exigent que tous les actifs financiers soient classés comme détenus à des fins de négociation, désignés à la juste valeur, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance ou prêts et créances. Il n'est plus possible de classer les actifs financiers à titre de valeurs du compte de placement en vertu des nouvelles règles. En outre, les normes prévoient que tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, soient évalués à leur juste valeur, à l'exception des prêts, des créances et des placements classés comme devant être détenus jusqu'à leur échéance, et les titres disponibles à la vente qui n'ont pas de cours sur un marché actif.

Les justes valeurs sont fondées sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Sinon, elles sont estimées à partir de plusieurs techniques et modèles d'évaluation. À partir du 1^{er} novembre 2006, le cours du marché des actifs et des passifs financiers classés comme détenus à des fins de négociation ou désignés à la juste valeur fait référence aux cours acheteur ou vendeur, lorsqu'ils sont disponibles, selon le cas, plutôt qu'aux cours de clôture. Lorsque les cours acheteur et vendeur ne sont pas disponibles, nous continuons d'utiliser le cours de clôture.

Les frais d'opération liés aux valeurs du compte de négociation et les valeurs désignées à la juste valeur sont

passés en charges dès qu'ils sont engagés. Les frais d'opération liés aux valeurs disponibles à la vente ou détenues jusqu'à leur échéance ou à des frais liés à des prêts et créances sont habituellement capitalisés et ensuite amortis sur la durée prévue de l'instrument, selon la méthode du taux effectif.

La comptabilisation à la date de règlement continue de s'appliquer dans tous les cas, à l'exception des variations de la juste valeur entre la date de l'opération et la date de règlement qui sont portées aux résultats pour les valeurs du compte de négociation et les valeurs désignées à la juste valeur, tandis que les variations de la juste valeur entre la date de l'opération et la date de règlement sont portées dans les «autres éléments du résultat étendu» pour les valeurs disponibles à la vente.

Classement des instruments financiers

Les instruments financiers **détenus à des fins de négociation** sont des actifs financiers et des passifs financiers détenus à des fins de transaction et mesurés à leur juste valeur à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés sur cessions, et les gains et les pertes latents découlant de fluctuations de la valeur marchande sont constatés dans les produits comme «revenu de négociation». Les dividendes et l'intérêt gagnés ainsi que l'intérêt engagé sont inscrits respectivement dans le «revenu d'intérêts» et les «frais d'intérêts».

Les actifs et passifs financiers **désignés à la juste valeur** sont ceux qu'une entité désigne, à leur constatation initiale, comme des instruments qui seront évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées dans l'état des résultats consolidé. Ils sont comptabilisés de la même manière que des actifs et passifs financiers détenus à des fins de négociation. En plus de l'exigence visant la disponibilité de justes valeurs fiables, des restrictions réglementaires sont imposées par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) quant à l'utilisation de cette désignation, notamment que les positions liées aux actifs de détail ne puissent être ainsi désignées et que les instruments financiers désignés à la juste valeur soient gérés selon leur juste valeur.

Les actifs financiers **disponibles à la vente** sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme disponibles à la vente, ou qui n'ont pas été inclus dans les prêts et créances, les placements détenus jusqu'à leur échéance ou les valeurs détenues à des fins de négociation, ou alors désignées à la juste valeur. Les valeurs faisant partie de cette catégorie comprennent les titres d'emprunt et de participation, notamment les placements sur lesquels nous n'exerçons pas une influence notable. Sauf dans le cas de titres qui n'ont pas de cours sur un marché actif, les valeurs disponibles à la vente sont comptabilisées à la juste valeur, les gains et pertes latents étant portés dans le «cumul des autres éléments du résultat étendu» jusqu'à ce qu'elles subissent une perte de valeur durable, auquel cas le gain cumulé ou la perte cumulée est reclassé dans l'état des résultats consolidé. Les titres qui n'ont pas de cours sur

un marché actif sont comptabilisés au coût. Les gains et pertes réalisés sur vente, calculés selon la méthode du coût moyen, et les moins-values visant à tenir compte des baisses de valeur durables sont inclus dans le «revenu autre que d'intérêts». Les revenus de dividendes et d'intérêts tirés de ces valeurs sont inclus dans le «revenu d'intérêts».

Les actifs financiers *détenus jusqu'à leur échéance* sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, autres que des prêts et des créances, qu'une entité a l'intention bien arrêtée et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ces actifs financiers sont comptabilisés au coût après amortissement. Nous n'avons actuellement désigné aucun actif financier comme détenu jusqu'à l'échéance.

Les *prêts et créances* sont toujours comptabilisés au coût après amortissement.

Les *passifs financiers* sont comptabilisés au coût après amortissement, à l'exception des dérivés, des engagements liés à des valeurs vendues à découvert et des passifs pour lesquels l'option de la juste valeur a été appliquée.

Les *engagements liés à des valeurs vendues à découvert* sont comptabilisés à la juste valeur comme passif détenu à des fins de négociation ou comme couverture économique d'un autre instrument financier.

Les *dérivés* sont toujours comptabilisés à la juste valeur et figurent à l'actif s'ils ont une juste valeur positive et au passif s'ils ont une juste valeur négative, dans les deux cas à titre d'«instruments dérivés à la valeur marchande». Les dérivés intégrés à d'autres instruments financiers sont évalués à titre de dérivés distincts lorsque leurs caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement rattachés au contrat hôte; les caractéristiques du dérivé intégré sont les mêmes que celles d'un dérivé autonome, et le contrat dans son ensemble n'est pas détenu à des fins de négociation ni désigné à la juste valeur. Les dérivés intégrés sont classés avec l'instrument hôte et évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur étant constatées dans l'état des résultats consolidé. Nous avons choisi d'appliquer ce traitement comptable à tous les contrats hôtes comportant de tels dérivés intégrés au 1^{er} novembre 2006.

Titres

Le *cumul des autres éléments du résultat étendu* est présenté dans le bilan consolidé sous une rubrique distincte des capitaux propres (déduction faite des impôts et des taxes) et comprend les gains et les pertes nets latents sur les valeurs disponibles à la vente, la partie efficace des gains et les pertes sur les instruments dérivés désignés dans une couverture de flux de trésorerie efficace, ainsi que les gains et les pertes de change latents sur placements nets dans des établissements étrangers autonomes, déduction faite des gains ou pertes des couvertures connexes.

Comptabilité de couverture

Dans le cas où des dérivés sont détenus à des fins de gestion des risques et lorsque des opérations répondent aux critères prévus au chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*,

nous appliquons la comptabilité de couverture de juste valeur, la comptabilité de couverture de flux de trésorerie ou la comptabilité de couverture des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, selon le cas, aux opérations de couverture de risque. Si la comptabilité de couverture n'est pas appliquée, toute variation à la juste valeur d'un dérivé doit être portée en résultat, y compris les instruments détenus à des fins de couverture économique, comme les swaps position vendeur qui ne répondent pas aux exigences de la comptabilité de couverture.

Pour qu'un dérivé soit admissible à la comptabilité de couverture, la relation de couverture doit être désignée et documentée en bonne et due forme lors de sa mise en place, en conformité avec le chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*, et doit définir l'objectif et la stratégie propres à la gestion du risque particulier faisant l'objet de la couverture, l'actif, le passif ou les flux de trésorerie spécifiques couverts ainsi que la mesure de l'efficacité de la couverture.

Nous étayons notre évaluation de l'efficacité des dérivés utilisés dans le cadre d'opérations de couverture destinées à compenser les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts tant lors de la mise en place de la couverture que pendant toute sa durée. Il y a inefficacité dans la mesure où les variations de la juste valeur du dérivé de couverture diffèrent des variations de la juste valeur du risque couvert au sein de l'élément couvert, ou lorsque la variation cumulée de la juste valeur d'un dérivé de couverture diffère de la variation cumulée de la juste valeur des flux de trésorerie futurs attendus sur l'élément couvert. L'efficacité exige une corrélation étroite entre les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie. Le montant de l'inefficacité, sous réserve qu'il ne soit pas si important qu'il rende impossible la comptabilité de couverture à l'égard de la totalité de la couverture, est immédiatement constaté en résultat.

La variation de la juste valeur de dérivés et de non dérivés non désignés à des fins de comptabilité de couverture, mais ayant été utilisés pour couvrir, sur le plan économique, des actifs ou des passifs financiers désignés à la juste valeur, figure au «revenu tiré des instruments financiers désignés à la juste valeur». La variation de la juste valeur des autres dérivés non désignés à des fins de comptabilité de couvertures, mais ayant été utilisés à d'autres fins de couverture sur le plan économique, figure soit dans le «revenu tiré des opérations de change autres que de négociation», soit dans «divers revenus autres que d'intérêts». La variation de la juste valeur de tout autre dérivé de négociation figure dans le «revenu de négociation».

Couvertures de juste valeur

Nous désignons principalement des couvertures de juste valeur dans le cadre des stratégies de gestion du risque de taux d'intérêt qui utilisent des dérivés pour couvrir les variations de la juste valeur d'instruments financiers à taux fixes. Ces dérivés atténuent l'incidence sur les résultats de variations dans les taux d'intérêt en modifiant le taux de

référence de l'élément couvert, donnant lieu à des rajustements du «revenu net d'intérêts», contrebalancés par les variations de la juste valeur du dérivé de couverture, aussi constatées dans le «revenu net d'intérêts». Ainsi, toute inefficacité dans la couverture, soit l'écart entre la variation de la juste valeur du dérivé de couverture et la variation de la juste valeur de l'élément couvert résultant d'une modification du taux de référence, est également constatée dans le «revenu net d'intérêts».

La modification du taux de référence influant sur les résultats correspond à la variation de la juste valeur de l'élément couvert lié au risque couvert. Si l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu, résilié ou exercé, ou si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, la relation de couverture prend fin et le montant comptabilisé au titre de la modification du taux de référence de l'élément couvert est amorti sur la durée résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est sorti du bilan, ce montant est immédiatement constaté dans les résultats.

Dès l'adoption des nouvelles normes, nous avons étayé à nouveau diverses relations de couverture de juste valeur, en vertu desquelles certains soldes de couverture reportés ont donné lieu à des rajustements de l'élément couvert en raison de la modification du taux de référence. L'inefficacité cumulée correspondant à ces couvertures a été constatée dans les bénéfices non répartis, de même que les soldes de couverture reportés ayant trait à des relations de couverture non poursuivies ou qui ne répondent pas à la condition d'efficacité selon les nouvelles règles.

Couvertures de flux de trésorerie

Nous désignons des couvertures de flux de trésorerie dans le cadre des stratégies de gestion des risques qui utilisent des dérivés ainsi que d'autres instruments financiers pour atténuer notre risque de variation des flux de trésorerie en convertissant certains instruments financiers à taux variable en instruments financiers à taux fixe et en constituant une couverture à l'égard des flux de trésorerie prévus en devise.

La partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture soit constatée dans les résultats au cours d'exercices futurs, date à laquelle le montant qui figurait dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sera reclassé dans les résultats. La partie inefficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est constatée immédiatement lorsqu'elle se produit, soit dans le «revenu tiré des opérations de change autres que de négociation», soit dans le «revenu net d'intérêts». Si l'instrument de

couverture vient à échéance ou est vendu, résilié ou exercé, ou si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, la relation de couverture prend fin et tout montant résiduel dans le cumul des autres éléments du résultat étendu y reste jusqu'à ce qu'il soit constaté dans les résultats lorsque la variation des flux de trésorerie couverts ou l'opération prévue faisant l'objet de la couverture soit constatée dans les résultats. Lorsque la réalisation de l'opération prévue n'est plus probable, le gain cumulé ou la perte cumulée connexe ayant été présenté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est immédiatement reclassé dans les résultats.

Dès l'adoption des nouvelles normes, nous avons étayé à nouveau diverses relations de couverture de flux de trésorerie, en vertu desquelles des soldes de couverture reportés ont été inclus à titre de rajustement du cumul des autres éléments du résultat étendu. L'inefficacité cumulée correspondant à ces couvertures a été constatée dans les bénéfices non répartis, de même que les soldes de couverture reportés ayant trait à des relations de couverture non poursuivies ou qui ne répondent pas à la condition d'efficacité selon les nouvelles règles.

Couvertures des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes

Nous désignons des couvertures d'investissement net dans un établissement étranger pour protéger notre investissement dans les établissements étrangers autonomes contre les fluctuations défavorables des taux de change.

Ces couvertures sont comptabilisées de façon similaire aux couvertures de flux de trésorerie, où la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés faisant l'objet de la couverture est incluse dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que survienne une réduction de l'investissement net, date à laquelle tout gain ou toute perte dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est constaté dans le «revenu tiré des opérations de change autres que de négociation». La tranche inefficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est constatée dans le «revenu tiré des opérations de change autres que de négociation».

Ajustement transitoire

Tel qu'il est exigé, ces normes ont donné lieu à des ajustements aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu au 1^{er} novembre 2006. Les soldes des périodes précédentes n'ont pas été retraités. L'adoption de ces normes a eu les répercussions suivantes :

En millions de dollars	Au 31 oct. 2006	Ajustement à l'adoption de nouvelles normes	Au 1 ^{er} nov. 2006
ACTIF			
Valeurs mobilières			
Compte de placement	21 167 \$	(21 167) \$	- \$
Disponibles à la vente	-	16 006	16 006
Compte de négociation	62 331	(552)	61 779
Désignés à la juste valeur	-	6 340	6 340
	83 498	627	84 125
Prêts	145 625	136	145 761
Juste valeur des instruments dérivés	17 122	1 585	18 707
Autres actifs	10 957	(1 701)	9 256
Incidence sur le total de l'actif	257 202 \$	647 \$	257 849 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts	202 891 \$	(44) \$	202 847 \$
Valeur marchande des instruments dérivés	17 330	1 565	18 895
Autres passifs	14 716	(947)	13 769
Incidence sur le total du passif	234 937	574	235 511
Capitaux propres			
Écart de conversion	(442)	442	-
Bénéfices non répartis	7 268	(50)	7 218
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Écart de conversion	-	(442)	(442)
Pertes latentes sur valeurs disponibles à la vente	-	(29)	(29)
Gains sur couvertures de flux de trésorerie	-	152	152
Incidence sur les capitaux propres	6 826	73	6 899
Incidence sur le passif et les capitaux propres	241 763 \$	647 \$	242 410 \$

Le montant de 16 006 M\$ d'actifs financiers classés comme disponibles à la vente comprenait des montants de respectivement 15 429 M\$ (15 391 M\$ à la juste valeur) et de 615 M\$ (615 M\$ à la juste valeur) d'actifs financiers préalablement classés à titre de valeurs du compte de placement et d'autres actifs. Le montant de 6 340 M\$ d'actifs financiers classés comme titres désignés à la juste valeur comprenait des montants de respectivement 5 738 M\$ (5 799 M\$ à la juste valeur) et de 541 M\$ (541 M\$ à la juste valeur) d'actifs financiers préalablement classés à titre de valeurs du compte de placement et des valeurs du compte de négociation.

2. Acquisition

Première étape de l'acquisition

Le 22 décembre 2006, nous avons obtenu le contrôle de FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean) en faisant l'acquisition de 90 % de la participation de Barclay's Bank PLC's (Barclays) dans FirstCaribbean, ce qui constitue une participation additionnelle de 39,3 %. Par suite de cette opération (la «première étape de l'acquisition»), nous détenions au 31 janvier 2007 environ 83,0 % des actions ordinaires de FirstCaribbean, les autres actions ordinaires étant détenues par Barclays et par d'autres actionnaires minoritaires. Les actions ordinaires ont été acquises à 1,62 \$ US l'action, plus des dividendes à recevoir, pour une contrepartie au comptant totale de 989 M\$ US (1 153 M\$), payée à Barclays. En outre, nous avons engagé des frais d'opération, déduction faite des impôts et des taxes, de 7 M\$ US (8 M\$).

Deuxième étape de l'acquisition

Le 2 février 2007, dans le cadre d'une offre publique de rachat au même prix visant le reste des actions ordinaires détenues par Barclays et les autres actionnaires minoritaires, nous avons acquis une participation additionnelle de 8,5 % dans FirstCaribbean (la «deuxième

étape de l'acquisition») pour une contrepartie supplémentaire au comptant de 212 M\$ US (250 M\$), ce qui a porté notre participation totale à 91,5 %. En outre, nous avons engagé des frais d'opération additionnels, déduction faite des impôts et des taxes, de 2 M\$ US (2 M\$).

Les opérations liées à la première étape de l'acquisition et à la deuxième étape de l'acquisition ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Les résultats d'exploitation de FirstCaribbean ont été inclus dans ceux du secteur d'activité stratégique Marchés de détail CIBC dans les états financiers consolidés intermédiaires à compter du 22 décembre 2006. Avant cette date, nous avons comptabilisé notre participation de 43,7 % dans FirstCaribbean à la valeur de consolidation.

La répartition du prix d'achat a été finalisée au cours du trimestre considéré. Le détail de la contrepartie totale versée et de la juste valeur de l'actif net acquis en vertu de la première étape de l'acquisition et de la deuxième étape de l'acquisition, tel qu'il est présenté respectivement au premier et au deuxième trimestre de 2007, et les ajustements de clôture comptabilisés au cours du trimestre considéré, à l'égard des deux étapes, se présentent comme suit :

En millions de dollars	Première étape de l'acquisition	Deuxième étape de l'acquisition	Ajustements de clôture	Total
Contrepartie globale				
Contrepartie de l'acquisition ¹	1 153 \$	250 \$	- \$	1 403 \$
Coûts de l'opération, déduction faite des impôts	8	2	-	10
Valeur comptable du placement en actions dans FirstCaribbean avant l'acquisition	840	-	-	840
	2 001 \$	252 \$	- \$	2 253 \$
Juste valeur de l'actif net acquis				
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	3 107 \$	- \$	- \$	3 107 \$
Valeurs mobilières	3 934	-	8	3 942
Prêts	6 667	-	(27)	6 640
Écart d'acquisition	958	84	19	1 061
Autres actifs incorporels	267	45	(6)	306
Autres actifs	876	8	-	884
Total de l'actif acquis	15 809	137	(6)	15 940
Dépôts	10 921	-	-	10 921
Autres passifs	2 386	4	(6)	2 384
Titres secondaires	232	-	-	232
Participation sans contrôle	269	(119)	-	150
Total du passif pris en charge	13 808	(115)	(6)	13 687
Actif net acquis	2 001 \$	252 \$	- \$	2 253 \$

1) Versée en espèces.

Par suite de l'opération liée à la deuxième étape de l'acquisition et aux ajustements de clôture, le total des actifs incorporels acquis comprend des actifs incorporels au titre des dépôts de base et de la dénomination sociale de FirstCaribbean, respectivement évalués à 282 M\$ et 24 M\$. L'actif incorporel au titre des dépôts de base fait l'objet d'un amortissement de 12 % par année, selon la méthode de l'amortissement décroissant à taux constant, alors que la dénomination sociale, dont la durée de vie est indéfinie, n'est pas assujettie à l'amortissement.

L'écart d'acquisition constaté aux termes de la première étape de l'acquisition et de la deuxième étape de l'acquisition n'est pas déductible à des fins fiscales.

Par suite d'opérations subséquentes, dont la vente de deux millions d'actions des fiducies de rémunération de FirstCaribbean, notre participation au 31 juillet 2007 a diminué pour s'établir à 91,4 %.

3. Provision pour pertes sur créances

En millions de dollars	31 juill. 2007			Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	30 avr. 2007	31 juill. 2006	31 juill. 2007	31 juill. 2006
Solde au début de la période	622 \$	894 \$	1 516 \$	1 556 \$	1 604 \$	1 444 \$	1 638 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	164	(2)	162	166	152	471	456
Radiations	(202)	-	(202)	(220)	(198)	(646)	(614)
Recouvrements	29	-	29	22	23	104	96
Divers ¹	(5)	-	(5)	(8)	1	127	6
Solde à la fin de la période	608 \$	892 \$	1 500 \$	1 516 \$	1 582 \$	1 500 \$	1 582 \$
Composé de ce qui suit :							
Prêts	607 \$	892 \$	1 499 \$	1 515 \$	1 580 \$	1 499 \$	1 580 \$
Lettres de crédit ²	1	-	1	1	2	1	2

1) Le premier trimestre de 2007 comprend 117 M\$ au titre de la provision spécifique et 23 M\$ au titre de la provision générale en raison de l'acquisition de FirstCaribbean.

2) Comprises dans les autres passifs.

4. Titrisations

En millions de dollars	31 juill. 2007			30 avr. 2007		31 juill. 2006		Pour les neuf mois terminés le			
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires commerciaux
Titrisés	3 843 \$	357 \$	1 356 \$	3 377 \$	380 \$	9 049 \$	357 \$	8 408 \$	381 \$	380 \$	380 \$
Vendus ¹	1 251	357	1 707	2 328	380	5 507	357	5 861	381	380	380
Produit net au comptant	1 235	346	1 698	2 313	392	5 470	346	5 826	381	392	392
Droits conservés ²	19	-	34	36	-	86	-	94	32	-	-
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	11	(1)	16	4	7	37	(1)	21	1	7	7
Hypothèses sur les droits conservés (%)											
Taux de remboursement anticipé / de remboursement ³	11,0 - 39,0	-	11,0 - 39,0	11,0 - 39,0	-	11,0 - 39,0	-	11,0 - 39,0	43,5 - 43,8	-	-
Taux d'actualisation	4,0 - 4,9	-	4,1 - 4,4	4,4 - 4,8	-	4,0 - 4,9	-	3,5 - 4,8	9,0	-	-
Pertes sur créances prévues	0,0 - 0,1	-	0,0 - 0,1	0,0 - 0,1	-	0,0 - 0,1	-	0,0 - 0,1	3,6	-	-

1) Les actifs qui ne sont pas sortis du bilan sont constatés à titre de valeurs désignées à la juste valeur (valeurs du compte de placement en 2006) dans le bilan consolidé.

2) Les droits conservés découlant de la titrisation figurent comme valeurs disponibles à la vente (valeurs du compte de placement en 2006) dans le bilan consolidé.

3) Taux de remboursement anticipé annuel pour les prêts hypothécaires à l'habitation et taux de remboursement mensuel pour les cartes de crédit.

5. Opérations importantes de gestion du capital

Le 15 novembre 2006, nous avons émis 18 millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 31 à 4,70 %, d'une valeur nominale de 25,00 \$ l'action, pour un montant total de 450 M\$. Sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires, nous pouvons racheter ces actions le 31 janvier 2012 ou après cette date.

Le 31 janvier 2007, nous avons racheté l'ensemble des 16 millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 24, en circulation, à un prix de 26,00 \$ l'action, pour une contrepartie totale de 416 M\$.

Le 14 février 2007, nous avons émis 12 millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 32 à 4,50 %, d'une valeur nominale de 25,00 \$ l'action, pour un montant total de 300 M\$. Sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires, nous pouvons racheter ces actions le 30 avril 2012 ou après cette date.

Le 22 juin 2007, notre filiale en propriété exclusive CIBC World Markets plc a émis un montant en capital de 200 millions d'euros (292 M\$) de billets rachetables SuperTaux secondaires à taux variable échéant en 2017. Le taux d'intérêt est fondé sur le TIBEUR à trois mois majoré de 0,20 % jusqu'à la date de paiement des intérêts en 2012 et, par la suite, sur le TIBEUR à trois mois majoré de 0,70 %. Sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires, CIBC World Markets plc peut racheter les billets au pair à la date de paiement des intérêts de juin 2012, ou à toute date de paiement des intérêts par la suite.

Le 2 juillet 2007, CIBC World Markets plc a annoncé son intention de racheter la totalité de ses billets secondaires à taux variable échéant en 2012 pour un montant total de 300 M\$ US, à la pleine valeur de leur montant en capital, majorée des intérêts courus au 14 août 2007.

Le 27 juillet 2007, nous avons fait part aux porteurs de nos débentures (titres secondaires) à 5,89 % échéant le 26 février 2013, de notre offre selon laquelle les porteurs peuvent choisir d'échanger leurs débentures contre un montant égal de capital de billets de dépôt de la CIBC. Après la fin du trimestre, le 27 août 2007, 31 M\$ de débentures ont été échangées contre des billets de dépôt.

Le 31 juillet 2007, nous avons racheté l'ensemble des 16 millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 25, en circulation, à un prix de 26,00 \$ l'action, pour une contrepartie totale de 416 M\$.

Au cours du trimestre, nous avons émis 0,2 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 15 M\$ (1,5 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 86 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007), en vertu de régimes d'options d'achat d'actions.

Le 30 avril 2007, la Bourse de Toronto a accepté notre avis d'intention de lancer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Les achats en vertu de l'offre de rachat ont commencé le 2 mai 2007 et prendront fin au

plus tôt à la date où tous les rachats en vertu de l'offre seront terminés ou le 31 octobre 2007. Aux termes de cette offre de rachat, nous pouvons racheter, de temps à autre, à des fins d'annulation, jusqu'à 10 millions d'actions ordinaires. Au cours du trimestre, nous avons racheté et annulé 3,1 millions d'actions ordinaires à un cours moyen de 99,54 \$, pour une contrepartie totale de 306 M\$.

6. Cumul des autres éléments du résultat étendu (déduction faite des impôts)

	31 juill. 2007
En millions de dollars, au	
Écart de conversion	(659) \$
Pertes latentes sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(85) ¹
Gains sur couvertures de flux de trésorerie, montant net	157 ²
	(587) \$

1) Comprend une perte cumulée de 235 M\$ liée à des titres disponibles à la vente évalués à la juste valeur.

2) Un gain net de 27 M\$, reporté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, au 31 juillet 2007, devrait être reclassé en résultat net au cours des 12 prochains mois. Les montants résiduels seront reclassés en résultat net sur des périodes maximales de six ans par la suite.

7. Instruments dérivés à la valeur marchande

	31 juill. 2007	
En millions de dollars, au	Actif	Passif
Compte de négociation (note 8)	18 615 \$	17 688 \$
Couvertures comptables désignées (note 12)	945	515
Couvertures économiques ¹		
Couvertures économiques des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur (note 9)	315	220
Autres couvertures économiques	549	1 012
	20 424 \$	19 435 \$

1) Comprend des dérivés qui ne sont pas des relations de couverture admissibles aux fins comptables selon le chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*.

8. Activités de négociation

Les tableaux suivants présentent l'actif et le passif ainsi que le revenu associés aux activités de négociation. Le revenu de négociation se compose du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts. Le revenu net d'intérêts provient des intérêts et des dividendes liés aux actifs et aux passifs de négociation, autres que des dérivés, déduction faite des frais d'intérêts et du revenu d'intérêts liés au financement de ces actifs et passifs. Le revenu autre que d'intérêts englobe les gains ou pertes latents sur les positions en valeurs mobilières détenues, et les gains et pertes réalisés à l'achat et à la vente de valeurs mobilières. Le revenu autre que d'intérêts comprend également tous les revenus tirés des instruments dérivés de négociation. Le revenu de négociation exclut les honoraires de prise ferme et les commissions sur les opérations sur valeurs

mobilières, qui sont présentés séparément dans l'état des résultats consolidé.

	31 juill.	31 oct.
En millions de dollars, au	2007	2006
Actif		
Titres d'emprunt	30 734 \$	28 493 \$
Actions	32 718	33 838
Total des valeurs mobilières	63 452	62 331
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	-	3 641
Instruments dérivés (note 7)	18 615	16 805
	82 067 \$	82 777 \$
Passif		
Engagements liés à des valeurs		
vendues à découvert	13 420 \$	12 716 \$
Instruments dérivés (note 7)	17 688	16 891
	31 108 \$	29 607 \$

	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juill.	30 avr.	31 juill.	31 juill.	31 juill.
En millions de dollars	2007	2007	2006	2007	2006
Composition du revenu de négociation :					
Revenu d'intérêts	694 \$	669 \$	648 \$	2 092 \$	1 785 \$
Frais d'intérêts	853	842	771	2 615	2 108
Frais nets d'intérêts	(159)	(173)	(123)	(523)	(323)
Revenu autre que d'intérêts					
Revenu de négociation	35	296	275	706	844
	(124) \$	123 \$	152 \$	183 \$	521 \$
Composition du revenu par gamme de produits :					
Taux d'intérêt	137 \$	50 \$	30 \$	252 \$	122 \$
Change	49	48	44	141	124
Actions	(21)	22	(4)	44	62
Marchandises	6	2	14	14	29
Crédit structuré et autres	(295)	1	68 ¹	(268)	184 ¹
	(124) \$	123 \$	152 \$	183 \$	521 \$

1) Comprend principalement des activités de négociation de prêts.

9. Instruments financiers désignés à la juste valeur

Les instruments financiers désignés à la juste valeur comprennent ce qui suit :

- Des prêts immobiliers commerciaux à taux fixes, des valeurs liées à l'immobilier et des prêts détenus pour couvrir des swaps structurés sur rendement total, de même que certains prêts couverts au moyen de dérivés de crédit. Ces instruments sont désignés à la juste valeur en vue de réduire de façon importante les écarts d'évaluation qui résulteraient s'ils étaient comptabilisés au coût après amortissement, tandis que les dérivés connexes sont traités à titre d'instruments de négociation et évalués à la valeur du marché.
- Des prêts subordonnés négociés. Ces instruments sont désignés à la juste valeur afin de faire correspondre la comptabilisation et les aspects économiques du portefeuille. Ces instruments financiers sont gérés à titre de prêts du compte de négociation à la juste

valeur suivant une stratégie de négociation étayée, et communiqués au personnel de la direction clé, en vertu de laquelle les positions sont destinées à être vendues dans les six mois.

- Certains actifs financiers, notamment des titres adossés à des créances hypothécaires, des obligations et des bons du Trésor du gouvernement du Canada, des titres de créance, de même que des passif-dépôts à taux fixes. Ces instruments sont désignés à la juste valeur en vue de réduire de façon importante les écarts d'évaluation qui résulteraient s'ils étaient comptabilisés au coût après amortissement, tandis que les dérivés de couverture connexes, notamment les swaps de taux d'intérêt, les swaps position vendeur et les autres swaps d'actifs sont traités à titre d'instruments de négociation et évalués à la valeur du marché.

Les tableaux ci-après présentent l'actif et le passif désignés à la juste valeur, leurs couvertures économiques et le revenu connexe tiré de ces instruments financiers. Le revenu net d'intérêts provient des intérêts et des dividendes liés aux actifs et aux passifs désignés à la juste valeur, déduction faite des frais d'intérêts et du revenu d'intérêts liés au financement de ces actifs et passifs. Le revenu autre que d'intérêts comprend les gains et pertes latents sur les actifs et les passifs désignés à la juste valeur ainsi que tous les revenus tirés des instruments dérivés et des engagements liés à des valeurs vendues à découvert détenus pour couvrir ces instruments financiers sur le plan économique.

	31 juill.
En millions de dollars, au	2007
Actifs désignés à la juste valeur	
Titres d'emprunt	7 628 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	3 866
	11 494 \$
Passifs désignés à la juste valeur	
Dépôts d'entreprises et de gouvernements	3 752 \$
Dépôts bancaires	1 024
	4 776 \$

	31 juill.
En millions de dollars, au	2007
Actifs financiers de couverture des instruments financiers à la juste valeur	
Instruments dérivés (note 7)	315 \$
	315 \$
Passifs financiers de couverture des instruments financiers à la juste valeur	
Instruments dérivés (note 7)	220 \$
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	566
	786 \$

	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le
	31 juill. 2007	30 avr. 2007	31 juill. 2007
En millions de dollars	2007	2007	2007
Revenu d'intérêts	146 \$	143 \$	442 \$
Frais d'intérêts ¹	124	127	401
Revenu net d'intérêts	22	16	41
Revenu autre que d'intérêts			
Instruments financiers à la juste valeur	(149)	80	(80)
Couvertures économiques ²	194	(21)	227
	45	59	147
	67 \$	75 \$	188 \$

1) Comprend 3 M\$ (9 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007) pour les engagements liés aux valeurs vendues à découvert, détenus à titre de couverture économique des instruments financiers à la juste valeur.

2) Comprend les instruments dérivés détenus pour couvrir sur le plan économique les instruments financiers désignés à la juste valeur.

Dépôts désignés à la juste valeur

Au 31 juillet 2007, la valeur comptable des dépôts désignés à la juste valeur était inférieure de 1 M\$ au montant qui serait obtenu si les dépôts avaient été comptabilisés selon leur coût après amortissement.

Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, le gain net cumulé attribuable aux changements apportés au risque de crédit de la CIBC pour les dépôts désignés à la juste valeur s'est élevé à 5 M\$.

11. Résultat par action

	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juill. 2007	30 avr. 2007	31 juill. 2006	31 juill. 2007	31 juill. 2006
En millions de dollars, sauf les données par action					
Résultat de base par action					
Bénéfice net	835 \$	807 \$	662 \$	2 412 \$	1 827 \$
Dividendes et primes sur actions privilégiées	(52)	(35)	(33)	(141)	(99)
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	783 \$	772 \$	629 \$	2 271 \$	1 728 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	335 755	337 320	335 513	336 511	335 004
Résultat de base par action	2,33 \$	2,29 \$	1,88 \$	6,75 \$	5,16 \$
Résultat dilué par action					
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	783 \$	772 \$	629 \$	2 271 \$	1 728 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	335 755	337 320	335 513	336 511	335 004
Ajouter : le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	2 936	3 293	2 948	3 228	3 229
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation ² (en milliers)	338 691	340 613	338 461	339 739	338 233
Résultat dilué par action	2,31 \$	2,27 \$	1,86 \$	6,69 \$	5,11 \$

1) Ne tient pas compte du nombre moyen de 8 758 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 102,02 \$, du nombre moyen de 1 698 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 102,07 \$ et du nombre moyen de 14 815 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 84,69 \$, respectivement pour les trois mois terminés le 31 juillet 2007, le 30 avril 2007 et le 31 juillet 2006, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.

2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul, étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.

10. Charges au titre des avantages sociaux futurs

	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juill. 2007	30 avr. 2007	31 juill. 2006	31 juill. 2007	31 juill. 2006
En millions de dollars					
Régime de retraite à prestations déterminées					
Régimes de retraite	45 \$	47 \$	58 \$	140 \$	160 \$
Régimes d'avantages complémentaires	12	11	12	31	49
	57 \$	58 \$	70 \$	171 \$	209 \$
Régime à cotisation déterminée					
Régimes de retraite de la CIBC	3 \$	5 \$	5 \$	12 \$	12 \$
Régimes de retraite d'État ¹	19	22	18	63	61
	22 \$	27 \$	23 \$	75 \$	73 \$

1) Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec et Federal Insurance Contributions Act des États-Unis.

12. Couvertures désignées aux fins comptables

Le tableau suivant présente les gains (pertes) liés à l'inefficacité de la couverture constatés à l'état des résultats consolidé :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le
	31 juill. 2007	30 avr. 2007	31 juill. 2007
Couvertures de juste valeur ¹	(14) \$	2 \$	(16) \$
Couvertures de flux de trésorerie ²	2	1	6

1) Constaté dans le revenu net d'intérêts.

2) Constaté dans le revenu autre que d'intérêts.

La tranche des gains (pertes) sur dérivés ayant été exclue de l'évaluation quant à l'efficacité des couvertures de juste valeur et de flux de trésorerie figure dans l'état des résultats consolidé et est négligeable pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007.

Les montants nominaux de référence et la valeur comptable des instruments dérivés de couverture figurent dans le tableau ci-après :

En millions de dollars, au	Dérivés – valeur nominale	31 juill. 2007 Valeur comptable	
		Positive	Négative
Couvertures de juste valeur	71 439 \$	622 \$	448 \$
Couvertures de flux de trésorerie	4 715	322	5
Couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers	7 090	1	62
	83 244 \$	945 \$	515 \$

De plus, des montants de 188 M\$ et de 15,8 G\$ de passif-dépôts libellés en monnaie étrangère ont été désignés respectivement à titre de couvertures de juste valeur relatives au risque de change et de risque lié à des investissements nets dans des établissements étrangers.

13. Garanties

En millions de dollars, au	31 juill. 2007	31 oct. 2006
Paiement maximum futur éventuel		
Prêt de valeurs avec indemnisation ¹	47 116 \$	37 921 \$
Lettres de crédit de soutien et de bonne forme	6 769	6 094
Facilités d'amélioration des termes du crédit	-	-
Options vendues à titre de dérivés de crédit	72 782	59 769
Autres contrats de dérivés ²	-	-
Autres contrats d'indemnisation ²	-	-

1) Comprennent le plein montant contractuel des valeurs des clients dont nous avons la garde et prêtées par la Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon (STM), coentreprise à parts égales entre la CIBC et Mellon Financial Corporation.

2) Pour plus de précisions au sujet du paiement maximum futur éventuel, se reporter à la page 120 de la Reddition de comptes annuelle 2006.

Au 31 juillet 2007, nous avons un passif de 1,6 G\$ (43 M\$ au 31 octobre 2006) comptabilisé au bilan consolidé relativement aux garanties susmentionnées (à l'exclusion des autres contrats de dérivés). En ce qui a trait aux autres contrats de dérivés, dont certains accordent le droit à la contrepartie de vendre ses actifs à la CIBC à la valeur nominale, au 31 juillet 2007, nous avons un passif de 3,6 G\$ (5,4 G\$ de dollars au 31 octobre 2006) au bilan consolidé. Au 31 juillet 2007, le montant total des sûretés disponibles relativement à ces garanties s'élevait à 61,9 G\$ (48,9 G\$ au 31 octobre 2006).

14. Informations sectorielles

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité. Au cours du trimestre, nous avons transféré la fonction Trésorerie du Groupe Trésorerie et Gestion du risque au Groupe Finance. Le Groupe Trésorerie et Gestion du risque a par la suite été renommé Gestion du risque.

Tel qu'il est indiqué à la note 2, les résultats de FirstCaribbean sont compris dans le secteur d'activité stratégique Marchés de détail CIBC depuis le 22 décembre 2006.

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
31 juill. 2007	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 180 \$	(84) \$	84 \$	1 180 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 135	610	54	1 799
	Revenu intersectoriel¹	(56)	56	-	-
	Total des revenus	2 259	582	138	2 979
	Dotation à la provision pour (recouvrement de)				
	pertes sur créances	170	(8)	-	162
	Amortissement²	29	5	29	63
	Frais autres que d'intérêts	1 312	379	65	1 756
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	748	206	44	998
	Charge (économie) d'impôts	188	(56)	25	157
	Participations sans contrôle	5	1	-	6
	Bénéfice net	555 \$	261 \$	19 \$	835 \$
	Actif moyen³	217 343 \$	113 525 \$	685 \$	331 553 \$
30 avr. 2007	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 134 \$	(140) \$	85 \$	1 079 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 107	812	52	1 971
	Revenu intersectoriel¹	(52)	54	(2)	-
	Total des revenus	2 189	726	135	3 050
	Dotation à la provision pour (recouvrement de)				
	pertes sur créances	182	4	(20)	166
	Amortissement²	31	5	35	71
	Frais autres que d'intérêts	1 322	519	64	1 905
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	654	198	56	908
	Charge d'impôts	64	1	26	91
	Participations sans contrôle	7	3	-	10
	Bénéfice net	583 \$	194 \$	30 \$	807 \$
	Actif moyen³	213 981 \$	111 404 \$	703 \$	326 088 \$
31 juill. 2006	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 110 \$	(52) \$	63 \$	1 121 \$
	Revenu autre que d'intérêts	983	672	50	1 705
	Revenu intersectoriel¹	(55)	57	(2)	-
	Total des revenus	2 038	677	111	2 826
	Dotation à la provision pour (recouvrement de)				
	pertes sur créances	159	(7)	-	152
	Amortissement²	19	5	33	57
	Frais autres que d'intérêts	1 232	513	81	1 826
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	628	166	(3)	791
	Charge d'impôts	141	(25)	9	125
	Participations sans contrôle	-	1	3	4
	Bénéfice net (perte nette)	487 \$	190 \$	(15) \$	662 \$
	Actif moyen³	187 209 \$	103 285 \$	901 \$	291 395 \$

En millions de dollars, pour les neuf mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
31 juill. 2007	Revenu net (frais nets) d'intérêts	3 415 \$	(348) \$	251 \$	3 318 \$
	Revenu autre que d'intérêts	3 347	2 273	182	5 802
	Revenu intersectoriel¹	(163)	167	(4)	-
	Total des revenus	6 599	2 092	429	9 120
	Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	505	(14)	(20)	471
	Amortissement²	80	15	97	192
	Frais autres que d'intérêts	3 902	1 444	200	5 546
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	2 112	647	152	2 911
	Charge (économie) d'impôts	428	(22)	73	479
	Participations sans contrôle	16	4	-	20
	Bénéfice net	1 668 \$	665 \$	79 \$	2 412 \$
	Actif moyen³	212 077 \$	111 851 \$	644 \$	324 572 \$
31 juill. 2006	Revenu net (frais nets) d'intérêts	3 292 \$	(159) \$	172 \$	3 305 \$
	Revenu autre que d'intérêts	2 953	1 954	249	5 156
	Revenu intersectoriel¹	(164)	168	(4)	-
	Total des revenus	6 081	1 963	417	8 461
	Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	519	(38)	(25)	456
	Amortissement²	61	16	99	176
	Frais autres que d'intérêts	3 672	1 540	208	5 420
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	1 829	445	135	2 409
	Charge d'impôts	472	14	67	553
	Participations sans contrôle	-	3	26	29
	Bénéfice net	1 357 \$	428 \$	42 \$	1 827 \$
	Actif moyen³	185 971 \$	101 814 \$	716 \$	288 501 \$

1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.

2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des actifs incorporels à durée de vie limitée.

3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et c'est la mesure examinée par la direction.

15. Modifications comptables futures

Baux adossés

En juillet 2006, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le FASB Staff Position (FSP) FAS 13-2, «Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction», qui modifie le SFAS 13, «Accounting Leases», dont certains aspects sont intégrés à l'abrégié 46 du CPN, «Baux adossés», de l'ICCA. Le FSP entrera en vigueur pour la CIBC le 1^{er} novembre 2007.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la page 130 de la Reddition de comptes annuelle 2006.

Informations à fournir concernant le capital

En décembre 2006, l'ICCA a publié le chapitre 1535, «Informations à fournir concernant le capital», en vertu duquel une entité doit divulguer les objectifs, les politiques et les procédures de gestion de son capital. Cette nouvelle

norme entrera en vigueur pour la CIBC le 1^{er} novembre 2007.

Instruments financiers

En décembre 2006, l'ICCA a publié deux nouveaux chapitres, soit le chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», et le chapitre 3863, «Instruments financiers – présentation». Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour la CIBC le 1^{er} novembre 2007.

Ces chapitres remplacent le chapitre 3861, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation». Ces nouveaux chapitres augmentent les exigences en matière d'information sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont l'entité gère ces risques.